

Directeur ERNEST VAUGHAN ABONNEMENTS... Pour la Rédaction: M. A. BERTHIER

Directeur ERNEST VAUGHAN LES ANNONCES SONT REÇUES: 112 - Rue Montmartre - 148

L'AURORA Littéraire, Artistique, Sociale

J'Accuse...!

LETTRE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Par ÉMILE ZOLA

LETTRE A M. FÉLIX FAURE Président de la République

Monsieur le Président, Me permettrez-vous, dans ma gratitude pour le bienveillant accueil que vous m'avez fait un jour, d'avoir le soin de votre juste gloire et de vous dire que votre dévouement, si heureux jusqu'ici, est menacé de la plus honteuse, de la plus ineffable des taches ?

Ici, des papiers disparaissent, comme il en disparaît aujourd'hui encore; et l'autour du bordereau était cherché, lorsqu'un a priori se fit pesa à peu que cet auteur ne pouvait être qu'un officier de l'état-major, et un officier d'artillerie à double caractère masqué, qui montre avec quel esprit supérieur on avait étudié ce bordereau, car un examen raisonné démontre qu'il ne pouvait s'agir que d'un officier de troupe. On chercha donc dans la maison, on examina les débris, d'où s'éleva comme une affaire de famille, un théâtre à surprendre dans les bureaux mêmes, pour l'en expulser. Et sans que je veuille refaire sur une histoire connue en Paris, le commandant du Paty de Clam entre en scène, dès qu'un premier soupçon tombe sur Dreyfus. A partir de ce moment, c'est lui qui a inventé Dreyfus, l'affaire devient son affaire, il se fait fort de confondre le traître, de l'amener à des aveux complets. Il y a même le ministre de la guerre, le général Mercier, dont l'intelligence semble médiocre; il y a le chef de l'état-major, le général de Boisdeffre, qui paraît avoir été à sa position d'éclaireur, et le sous-chef de l'état-major, le général Goussé, dont le langage est si accommodant de beaucoup de choses.

Et ce ne doit pas, les choses indicibles, les choses dangereuses, capables de mettre l'Europe en flammes, qu'on a dû entrer soigneusement derrière ce huis clos? Non! Il n'y a en, derrière, que les imaginations romanesques et détonantes du commandant du Paty de Clam. Tout cela n'a été fait que pour caocher le plus sangreux des romans-feuilletons. Et il suffit, pour s'en assurer, d'étudier attentivement l'acte d'accusation lu devant le conseil de guerre. Ah! le méfait de ces actes d'accusation! Qu'un homme ait pu être condamné sur cet acte, c'est un prodige d'iniquité. Je dis les honnêtes gens de la lire, sans que leur cœur bondisse d'indignation et que leur voix se lève, en pensant à l'espérance démentie, à l'abus, à l'île du Diable. Dreyfus, sait plusieurs langues, crime; on n'a trouvé chez lui aucun papier compromettant, crime; il y a jadis dans son pays d'origine, crime; il est laborieux, il a le sang d'un tout savoir, crime; il se trouble pas, crime; il se trouble, crime. Et les nouvelles de rédaction, les formelles assertions dans le récit. On nous avait parlé de quatre chefs d'accusation; à nous n'en trouvons qu'une seule en fin de compte, celle de bohémanisme et nous apprenons, même que les experts n'étaient pas d'accord, qu'en deux M. Gobet, a été honoré militairement, parce qu'il se permettait de ne pas conclure dans le sens désiré. On parlait aussi de vingt-trois officiers qui étaient venus accabler Dreyfus de leurs témoignages. Nous ignorons encore leurs interrogatoires, mais il est certain que tous ne valaient pas chargé; et il est à remarquer, en outre, que tous appartenaient aux bureaux de la guerre. C'est un reproche de famille, on est en la cause soi, et il faut s'en souvenir l'état-major a voulu le procès, l'a jugé, et il vient de le juger une seconde fois.

Donc, il ne restait que le bordereau, sur lequel les experts ne s'étaient pas entendus. On raconte que, dans la chambre du conseil, les juges allèrent naturellement se quereller. Et dès lors, comme l'on comprend l'obstination découverte avec laquelle, pour justifier la condamnation, on affirme aujourd'hui l'existence d'une pièce secrète, accablante, la pièce qu'on ne peut montrer, qui légitime tout, devant laquelle nous devons nous incliner, le bon dieu invisible et intonnamable. Je la nie, cette pièce, je la nie de toute ma puissance! Une pièce ridicule, qui, peut-être la pièce où il est question de petites femmes, et où il est parlé d'un certain D., qui devrait tout expliquer, quelque mari sans doute trouvant qu'en ne lui payait pas sa femme assez cher. Mais une pièce intéressante la défense nationale, qu'on ne saurait produire sans que la guerre fût déclarée demain, non, non! C'est un mensonge; et cela est d'autant plus odieux et cynique qu'il méritait impudemment sans qu'on puisse les en convaincre. Ils amoindrent la France, ils se cachent derrière un légitime émoi, ils ferment les bouches en troublant les yeux, en perturbant sans les rejeter. Je ne connais pas de plus grand crime civilique.

Voilà donc, monsieur le Président, les faits qui englobent comment nous envenimez à la fois le conseil; et les preuves morales, la situation de fortune de Dreyfus, l'absence de tout, son état d'âme, d'inconnu, subvent de le montrer comme une victime des extraordinaires imaginations du commandant du Paty de Clam, du milieu officiel où il se trouvait, de la chaîne au « sale juif », qui débouche notre époque.

Je ne ferai pas l'historique des doutes, puis de la conviction de M. Scheurer-Kestner. Mais, pendant qu'il fouillait de son côté, il se passait des faits graves à l'état-major même. Le colonel Sandherr était mort, et le lieutenant-colonel Picquart lui avait succédé comme chef de bureau des renseignements. Et c'est à ce titre, dans l'exercice de ses fonctions, que ce dernier est un jour entre les mains sans lettre-télogramme, adressée au commandant Esterhazy, par un agent d'une puissance étrangère. Son devoir était d'en ouvrir une enquête. La certitude est qu'il n'a jamais agi en dehors de la volonté de ses supérieurs. Il soumit donc ses soupçons à ses supérieurs hiérarchiques, le général Goussé, puis le général de Boisdeffre, puis le général Billot, qui avait succédé au général Mercier comme ministre de la guerre. Le fameux dossier Picquart, dont il a été tant parlé, n'a jamais été que le dossier Billot, l'entendu le dossier fait par un subordonné pour son ministre, le dossier qui doit entrer comme au ministère de la guerre. Les recherches durèrent jusqu'à septembre 1892, et ce qu'il faut surtout retenir, c'est que le général Goussé était convaincu de la culpabilité d'Esterhazy, c'est que le général de Boisdeffre et le général Billot ne mentionnaient pas en doute que le fameux bordereau fût de l'écriture d'Esterhazy. L'enquête du lieutenant-colonel Picquart avait abouti à cette constatation certaine. Mais l'émoi était grand, car la condamnation d'Esterhazy entraînait nécessairement la révision du procès Dreyfus; et c'était ce que l'état-major ne voulait à aucun prix.

La vérité d'abord sur le procès et sur la condamnation de Dreyfus. Un homme infatué à tout moment, à tout fait, c'est le colonel du Paty de Clam, alors simple commandant. Il est l'affaire Dreyfus tout entière, on ne le connaît que lorsqu'une enquête loyale aura établi nettement ses actes et ses responsabilités. Il apparaît comme l'esprit le plus fameux, le plus compliqué, le plus étrange romanesque, se complaisant aux manières de romans-feuilletons, les papiers volés, les lettres anonymes, les rendez-vous dans les endroits déserts, les femmes mystérieuses qui colportent, de nuit, des preuves accablantes. C'est lui qui imagina de dicter le bordereau à Dreyfus; c'est lui qui rêva de l'étudier dans une pièce entièrement revêtue de glaces; c'est lui que le commandant Picquart, nous respectons armé d'une lanterne rouge, voulant se faire entendre par l'écrou endormi, pour profiter sur son visage un brunois fort de lumière et surprendre ainsi son crime, dans l'indol du réveil. Et je n'ai pas à tout dire, qu'on cherche, on trouve; je déclare simplement que le commandant du Paty de Clam, chargé d'instruire l'affaire Dreyfus, comme officier judiciaire, est, dans l'ordre, le premier coupable de l'effroyable erreur judiciaire qui a été commise.

Le bordereau daté depuis quelque temps déjà est les mains du colonel Sandherr, directeur du bureau des renseignements, mort depuis de plusieurs années. Des « folles » avaient

Et nous arrivons à l'affaire Esterhazy. Trois ans se sont passés, beaucoup de consciences restent troublées

profondément, s'inquiètent, cherchent, font par se convaincre de l'innocence de Dreyfus.

après lui une correspondance amicale. Seulement, il est des esprits qui il ne fait pas bon d'avoir surpris.

conseil de guerre déferait ce qu'un conseil de guerre avait fait? Je ne parle même pas de choix toujours possible des juges. L'idée supérieure de discipline, qui est dans le sang de ces soldats, ne suffit-elle à briser leur pouvoir même d'équité? Qui dit discipline dit obéissance. Lorsque le ministre de la guerre, le grand chef, a établi publiquement, aux solennités de la représentation nationale, l'autorité absolue de la chose jugée, vous voyez qu'un conseil de guerre lui donna un feuillet d'innocence hiérarchiquement, cela est impossible. Le général Billot a suggéré non le juger par sa déclaration, et il s'entend que les doivent aller au feu, sans raisonner. L'opinion préconçue qu'ils ont apportée sur leur siège est évidemment officielle: c'est Dreyfus a été condamné pour crime de trahison par un conseil de guerre; il est donc coupable, et nous, conseil de guerre, nous ne pouvons le déclarer innocent; or nous savons que reconnaître la culpabilité d'Esterhazy, ce serait reconnaître l'innocence de Dreyfus. Or rien ne pouvait le faire sortir de là.



# **Io accuso!**

**Émile Zola**

**Publicato:** 1898

**Categoria(e):** Saggistica, Storia, 1799 - ante 1945

**Fonte:** Liber Liber

**Riguardo a Zola:**

Émile Édouard Charles Antoine Zola è stato uno scrittore, giornalista, saggista, critico letterario e fotografo francese.

**Note:** Questo libro ti viene prestato da Feedbooks

<http://www.feedbooks.com>

Strettamente per uso personale, non utilizzare questo file a scopo commerciale.

## Prefazione

*Emilio Zola, animato da un grande sentimento di pietà e di giustizia, non ha avuto nella vita e nell'arte che una sola missione: quella della sincerità e della verità; e questa missione l'ha esplicata nella sua opera immensa, diffusa in milioni di volumi pel mondo, ed in una lettera indirizzata al Presidente della Repubblica Francese, nella quale era contenuto quel formidabile Io Accuso, che strappò un innocente dall'isola del Diavolo, e cancellò una macchia di obbrobrio dall'esercito francese. I libri di Zola sono stampati, come abbiamo detto, in milioni di copie e resteranno quale imperituro monumento di gloria pel loro autore, e perchè col tempo non vada disperso il ricordo del documento d'onore più alto e più bello della coscienza d'un grande uomo e di un grandissimo artista, riproduciamo in questo volume interamente la famosa lettera: **Io Accuso** pubblicata dal giornale L'Aurora, facendola seguire dalla storia dettagliata dell'affare Dreyfus, scritta all'epoca del processo da G. G. Rocco, così il lettore potrà valutare l'atto di Zola in tutta la sua più alta espressione, e decretare all'uomo che tanto fece pel trionfo della verità e della giustizia quel glorioso posto d'onore che merita nella ammirazione di ogni singolo individuo e nella storia.*

**L'Editore**

## Io accuso

Lettera di Emilio Zola al Presidente della Repubblica Francese, Felice Faure.

(Pubblicata nel giornale l'**Aurora**  
il 16 gennajo 1898)

*Signor Presidente,*

Volete permettermi, nella mia gratitudine per la benevola accoglienza che un giorno m'avete fatto, d'aver pensiero della vostra giusta gloria e dirvi che la vostra stella, fin qui tanto fortunata, è sotto la minaccia della macchia più vergognosa ed incancellabile?

Voi usciste sano e salvo dalle basse calunnie ed avete conquistato i cuori. Voi apparite raggiante nell'apoteosi di quella patriottica festa che, per la Francia, fu l'alleanza russa e vi preparate a presiedere al trionfo solenne della nostra Esposizione universale, la quale coronerà il nostro secolo, grande di lavoro, di verità e di libertà. Ma qual macchia di fango sul nome vostro – stavo per dire sul vostro regno – codesto abominevole affare Dreyfus! Un Consiglio di guerra, giunge, per ordine, ad osare di assolvere un Esterhazy, schiaffo supremo ad ogni verità, ed ogni giustizia. Ed è finita: la Francia ha sulla guancia questa sozzura, la storia scriverà che fu possibile sotto la vostra presidenza compiere un tale delitto.

Poichè essi hanno osato, oserò anch'io. Dirò la verità, perchè avevo promesso di dirla, nel caso che la giustizia, regolarmente impegnata, non la facesse piena ed intera. Il mio dovere è di parlare, nè io voglio esser complice: le mie notti sarebbero turbate dallo spettro dell'innocente, il quale laggiù, fra le più spaventevoli torture, espia un reato che non ha commesso.

Ed a voi, signor presidente, a voi, io griderò questa verità, con tutta la forza di ribellione d'un onesto uomo. Per il vostro onore, sono convinto che voi lo ignorate. E a chi dunque io denunzierò la turba malefica dei colpevoli veri, se non a voi, primo magistrato del paese?

\*

\*\*

La verità, anzitutto, sul processo, e sulla condanna di Dreyfus.

Un uomo nefasto ha tutto organizzato, tutto-fatto, il colonnello du Paty de Clam, allora semplice comandante. Egli impersona tutto l'affare Dreyfus e non si potrà conoscere quest'affare che quando una inchiesta leale avrà nettamente stabilito gli atti e le responsabilità di lui. Egli appare come lo spirito più nebuloso, più complicato, allucinato da intrighi romanzeschi, compiacentesi dei mezzi da romanzo d'appendice: carte rubate, lettere anonime, appuntamenti in luoghi deserti, donne misteriose che portano di notte le prove schiaccianti. È lui che immaginò di dettare il *bordereau* a Dreyfus; è lui che sognò di studiarlo in un locale tutto rivestito di specchi: è lui che il comandante Forzinetti ci descrive armato di una lanterna cieca, anelante d'introdursi presso l'accusato in sonno, per proiettare sul suo volto un improvviso fascio di luce, e sorprendere così il suo delitto nella emozione del risveglio.

E non tocca a me il dire tutto: si cerchi e si troverà. Io dichiaro semplicemente che il comandante du Paty de Clam, incaricato d'istruire l'affare Dreyfus in qualità d'ufficiale giudiziario, è, nell'ordine delle date e delle responsabilità, il primo colpevole dello spaventevole errore giudiziario che è stato commesso.

Il *bordereau* si trovava già da qualche tempo fra le mani del colonnello Sandherr, direttore dell'ufficio d'informazioni, morto in seguito di paralisi generale. Si verificavano «fughe», sparivano delle carte, come ne scompaiono anche oggi; e l'autore del *bordereau* era ricercato, allorchè si

stabili a poco a poco un *a priori*: che quest'autore non poteva essere che un ufficiale dello Stato maggiore e un ufficiale di artiglieria; doppio errore manifesto, il quale dimostra con quale spirito superficiale erasi studiato il *bordereau*, perchè un ragionato esame, dimostra che non poteva trattarsi che di un ufficiale di truppa.

Si cercava dunque nella casa, si esaminavano gli scritti, si trattava quasi d'un affare di famiglia, di un traditore da sorprendere negli uffici stessi per espellernelo. E, senza che io voglia rifare qui una storia in parte conosciuta, il comandante du Paty de Clam entra in scena, non appena cade un primo sospetto su Dreyfus. A partire da questo momento, è lui che ha inventato Dreyfus, l'affare diviene causa sua, egli si fa forte di confondere il traditore, di costringerlo ad una confessione completa. Vi è sì il ministro della guerra, generale Mercier, la cui intelligenza sembra mediocre: vi è sì il capo dello stato maggiore, generale Boisdeffre, che sembra avere ceduto alla sua passione clericale, e il sotto-capo dello stato maggiore, generale Gonse la cui coscienza si è potuta accomodare a molte cose. Ma, in fondo, non vi è anzitutto che il comandante du Paty de Clam, che li guida tutti, che li ipnotizza, perchè egli si occupa anche di spiritismo, di occultismo e conversa con gli spiriti. Non si crederà mai a quali esperimenti egli ha sottoposto l'infelice Dreyfus, gli agguati in cui ha cercato di farlo cadere, le inchieste pazze, le immaginazioni mostruose, tutta una pazzia torturatrice.

Ah! questo primo affare è un incubo per chi lo conosce nei suoi veri particolari! Il comandante du Paty de Clam arresta Dreyfus lo pone in segreta. Corre dalla signora Dreyfus, la terrorizza, le dice che se ella parla, suo marito è perduto. E intanto lo sventurato si strappava le carni, urlava la propria innocenza. La istruttoria è stata condotta come in una cronaca del secolo decimoquinto, in mezzo al mistero, con una complicazione di espedienti selvaggi: tutto ciò basato sopra una sola accusa infantile, quello sciocco *bordereau*, che non costituiva soltanto un tradimento volgare, ma altresì la più imprudente delle truffe, perchè i famosi segreti venduti erano quasi tutti senza valore! Se insisto è perchè il verme è qui; e di qui scaturirà poi il vero delitto, lo spaventevole diniego di giustizia che rende inferma la Francia. Vorrei far toccare con mano come l'errore giudiziario è stato possibile, come è nato dalle macchinazioni del comandante du Paty de Clam, come il generale Mercier, i generali Boisdeffre e Gonse hanno potuto lasciarsi prendere, impegnare a poco a poco la loro responsabilità in questo affare, che hanno creduto di dovere, più tardi imporre come la verità santa, una verità che non si discute nemmeno. Al principio, non c'è dunque da parte loro che incuria e mancanza d'intelligenza. Tutt'al più si sente che cedono alle passioni religiose dell'ambiente e ai pregiudizi dello spirito di corpo. Essi hanno lasciato commettere la bestialità.

Ma ecco Dreyfus avanti al consiglio di guerra. Si esigono porte ermeticamente chiuse. Se un traditore avesse aperta la frontiera al nemico per condurre l'imperatore tedesco fino a Nôtre-Dame, non si sarebbero prese più strette misure di silenzio e di mistero. La nazione è colpita da stupore, si parla sommessamente di fatti terribili, di tradimenti mostruosi che indignano la Storia; e naturalmente la nazione s'inchina. Non c'è castigo abbastanza severo: essa applaudirà alla degradazione pubblica, vorrà che il colpevole rimanga sul suo scoglio d'infamia, divorato da rimorsi.

Ma sono dunque vere le cose indicibili, le cose pericolose, atte a mettere in fiamme l'Europa, che si son dovute accuratamente seppellire dietro le porte chiuse? No! Non ci sono che le fantasie romanzesche e dementi del comandante du Paty de Clam. Tutto ciò non è stato fatto che per celare il più idiota dei romanzi d'appendice. E per assicurarsene basta studiare attentamente l'atto d'accusa letto avanti il Consiglio di guerra.

Oh! la nullità di quell'atto di accusa! Che un uomo si sia potuto condannare per quell'atto è un prodigio di iniquità! sfido le genti oneste a leggerlo senza che il loro cuore frema di indignazione e si ribelli pensando alla mostruosa espiazione laggiù all'isola del Diavolo!

Dreyfus sa parecchie lingue, delitto; non si sono trovate presso di lui carte compromettenti, delitto; è laborioso, ha il desiderio di saper tutto, delitto; non si turba, delitto; si turba, delitto. E le ingenuità di redazione, le asserzioni fondate nel vuoto! Ci avevano parlato di quattordici capi d'accusa, non ne troviamo che uno solo, in fine dei conti, quello del *bordereau*; e apprendiamo anzi che i periti non erano d'accordo, che uno di loro Gobert, è stato malmenato militarmente perchè si permetteva di non concludere nel senso desiderato. Si parlava anche di ventitre ufficiali ch'erano venuti a schiacciare Dreyfus con la loro deposizione. Ignoriamo ancora gli interrogatorii di essi, ma è certo che tutti non lo avevano aggravato; e vi è da notare inoltre che tutti appartenevano al ministero della guerra. È un processo di famiglia, fra intimi, e bisogna ricordarsene; lo stato maggiore ha voluto il processo, lo ha giudicato ed ora è tornato a giudicarlo una seconda volta.

Dunque non resta che il *bordereau*, sul quale i periti non erano d'accordo. Si narra che nella stanza delle deliberazioni i giudici, stavano, naturalmente, per assolvere. E allora, allora si comprende l'ostinazione disperata con cui per giustificare la condanna, si afferma oggi l'esistenza d'un documento segreto, schiacciante, il documento che non si può mostrare, che legittima tutto, davanti a cui dobbiamo inchinarci, come avanti al buon Dio invisibile e irriconoscibile! Io lo nego questo documento, lo nego con tutta la mia forza! Un documento ridicolo, sì, forse il documento in cui si tratta di donnine e ove è fatta parola d'un certo D... che diviene troppo esigente, qualche marito indubbiamente il quale trovava che non gli veniva pagata abbastanza la propria moglie. Ma un documento che interessi la difesa nazionale, che non si potrebbe produrre senza che la guerra fosse dichiarata all'indomani, no, no! È una menzogna; e tanto più odiosa e cinica, perchè mentiscono senza che di ciò si possa convincerli. Essi sollevano la Francia, si nascondono dietro la sua legittima emozione, chiudono le bocche, turbando i cuori, pervertendo le menti. Io non conosco un maggior delitto civile.

Ecco dunque, signor presidente, i fatti che spiegano come un errore giudiziario abbia potuto commettersi; e le prove morali, la situazione di fortuna di Dreyfus, l'assenza di motivi, il suo continuo grido d'innocenza finiscono di mostrarlo come una vittima delle straordinarie fantasie del comandante du Paty de Clam, dell'ambiente clericale in cui egli si trovava, della caccia ai «sudici ebrei» che disonora l'epoca nostra.

Ecco ora l'affare Esterhazy. Sono trascorsi ben tre anni e pur molte coscienze restano ancora turbate, si preoccupano, cercano, finiscono per essere convinte dell'innocenza di Dreyfus.

Non voglio qui rifare la storia dei dubbi, poi della certezza di Scheurer-Kestner, e mentre egli investigava per suo conto, si svolgevano gravi fatti nello stesso Stato Maggiore. Il colonnello Sandherr era morto, ed il colonnello Picquart gli succedeva come capo di ufficio alle informazioni.

Ed è a questo titolo, nell'esercizio delle sue funzioni, che quest'ultimo ebbe un giorno fra le mani una lettera-telegramma, indirizzata al comandante Estherazy da un agente di una potenza estera. Suo stretto dovere era di aprire un'inchiesta.

È certo però che egli non ha mai agito indipendentemente dalla volontà dei suoi superiori. Egli sottopose i suoi sospetti ai suoi superiori gerarchici, al generale Gonse, poi al generale de Boisdeffre, poi al generale Billot, successo al generale Mercier come ministro della guerra. Il famoso incarto Picquart, del quale si è parlato tanto, non è mai stato altro che l'incarto Billot, intendo dire l'incarto fatto da un subordinato pel suo ministro, l'incarto che deve esistere ancora al ministero della guerra. Le ricerche durarono dal maggio al settembre 1896, e ciò che bisogna affermare ben alto è che il generale Gonse era convinto della colpeabilità di d'Esterhazy, e che il generale Boisdeffre e il generale Billot non mettevano in dubbio che il famoso *bordereau* fosse di mano di Esterhazy. L'inchiesta del luogotenente colonnello Picquart era terminata con questa constatazione

certa. Ma l'emozione era grande. La condanna di Esterhazy trascinava seco inevitabilmente la revisione del processo Dreyfus; e questo lo stato maggiore non voleva ad alcun costo.

Vi dovè essere allora un momento psicologico pieno di angoscia: Notate che il generale Billot non era in alcun modo compromesso, arrivava fresco e poteva fare la luce sulla verità. Egli non osò, senza dubbio pel terrore dell'opinione pubblica, certamente anche per paura di esporre tutto lo stato maggiore, il generale Boisdeffre, il generale Gonse, senza contare i subalterni. Ma non si trattò che di un momento di lotta fra la sua coscienza e ciò ch'egli riteneva essere l'interesse militare. Trascorso questo momento era già troppo tardi. Egli si era impegnato, si era compromesso. E da allora in poi la sua responsabilità non ha fatto che crescere: egli s'è addossato il delitto degli altri; egli è colpevole come gli altri, più colpevole di essi, giacchè era padrone di fare giustizia, e non ha fatto nulla. Comprendete? È ormai un anno che il generale Billot, che i generali Boisdeffre e Gonse sanno che Dreyfus è innocente, ed hanno tenuto per sè questa terribile cosa. E costoro dormono, hanno moglie e figli che amano!

Il colonnello Picquart aveva adempiuto al suo dovere di uomo onesto; egli insisteva in nome della giustizia, presso i suoi superiori; li supplicava perfino; diceva loro quanto le loro reticenze erano impolitiche di fronte al terribile uragano che si addensava, che doveva scoppiare una volta che fosse conosciuta la verità. E la stessa cosa, più tardi, ripetette Scheurer-Kestner al generale Billot, scongiurandolo per patriottismo a prendere nelle sue mani la cosa, per non lasciarla aggravare sino al punto da diventare un pubblico disastro.

No! il delitto era commesso, lo stato maggiore non poteva più confessare il suo delitto! E il tenente colonnello Picquart fu mandato in missione, fu allontanato sempre più, sino in Tunisia, dove un giorno si volle perfino rendere onore ai suoi meriti incaricandolo di una missione che lo avrebbe certamente condotto al massacro nel paraggi dove il marchese di Mores ha trovato la morte. Egli non era in disgrazia, tutt'altro! tanto vero che il generale Gonse manteneva con lui un'amichevole corrispondenza. Solamente vi sono segreti che non è bene avere scoperti.

A Parigi la verità procedeva in modo irresistibile, e si sa in qual modo l'atteso uragano scoppiò. Matteo Dreyfus denunciò il comandante Esterhazy come autore del *bordereau* mentre lo Scheurer-Kestner andava a deporre nelle mani del guardasigilli una domanda di revisione del processo. Ed è qui che entra in scena il comandante Esterhazy. Le testimonianze lo dimostrano sulle prime confuso, disposto al suicidio od alla fuga. Poi d'un tratto, piena d'audacia, meraviglia Parigi per la violenza del suo atteggiamento. Si capisce, gli erano arrivati dei soccorsi, aveva ricevuto una lettera anonima che l'avvertiva delle mene de' suoi nemici, una dama misteriosa si era pure incomodata di notte per consegnargli un documento rubato allo Stato Maggiore, che doveva salvarlo. Nè io posso dispensarmi dal ritrovare in ciò il colonnello du Paty de Clam, memore degli espedienti della sua fertile immaginazione. La sua opera, la colpevolezza di Dreyfus, era in pericolo, ed egli ha voluto sicuramente difendere la sua opera.

La revisione del processo era il crollo del romanzo-appendice così stravagante, così tragico, il cui scioglimento abominabile ha luogo nell'Isola del Diavolo! E ciò egli non poteva permettere.

Da quel momento il duello s'impegna fra il nuovo colonnello Picquart e il colonnello du Paty de Clam, l'uno a viso scoperto, l'altro mascherato.

Si troveranno fra breve entrambi dinanzi al Tribunale civile. In fondo è sempre lo stato maggiore che si difende, che non vuole confessare il suo delitto, la cui abominazione cresce d'ora in ora.

Si è chiesto con stupore quali erano i protettori del comandante Esterhazy.

In prima riga, ma nell'ombra sta il colonnello du Paty de Clam che ha montata la macchina, che tutto ha regolato. La sua mano si tradisce pei mezzi assurdi di cui si è servito. Vengono in seguito il



generale Boisdeffre, il generale Gonse, il general Billot stesso, che sono obbligati di far assolvere il comandante, poichè non possono lasciar riconoscere l'innocenza di Dreyfus, senza che il Ministero della guerra cada coperto di pubblica onta. E il bel risultato di questa situazione prodigiosa è che l'onesto colonnello Picquart, che solo ha fatto il proprio dovere, sta per diventarne la vittima, colui che sarà beffeggiato e punito. Oh giustizia, quale spaventosa disperazione stringe i cuori! Si giunge sino a dire che egli ha fabbricato la lettera-telegramma per perdere Esterhazy. Ma perchè? A quale scopo? Si alleggi un motivo. Forse egli pure è pagato dagli ebrei? Il più curioso si è che egli è antisemita. Sì! noi assistiamo a questo spettacolo infame di uomini ingolfati in debiti, in delitti di cui si proclama l'innocenza, mentre si colpisce l'onore stesso condannando un uomo la cui vita è senza macchie! Quando una società è così fatta, bisogna che essa cada in decomposizione.

Ecco dunque, signor Presidente, l'affare Esterhazy; un colpevole che si vuol rendere innocente.

Da quasi due mesi, noi possiamo seguire ora per ora tutte le fasi del dramma.

Abbrevio perchè non è questo che il riassunto della storia, di cui le scottanti pagine saranno un giorno scritte minutamente. Noi abbiamo visto il generale de Pellieu, poi il comandante Ravary condurre un'inchiesta scellerata donde i colpevoli escono trasfigurati e gli onesti infamati. Poi si è convocato il Consiglio di guerra.

\*

\* \*

Come si è potuto sperare che un Consiglio di guerra mandasse all'aria ciò che un altro Consiglio di guerra aveva fatto?

Non parlo neanche della scelta dei giudici: l'idea superiore della disciplina, che è nel sangue di questi soldati, non è forse sufficiente a infirmare il loro stesso senso di equità? Chi dice disciplina dice obbedienza.

Quando il Ministro della guerra, il gran capo, ha stabilito pubblicamente tra le acclamazioni della rappresentanza nazionale, l'autorità assoluta della cosa giudicata, voi volete che un Consiglio di guerra dia una formale smentita? Gerarchicamente la cosa è impossibile.

Il generale Billot ha suggestionato i giudici colla sua dichiarazione, ed essi hanno giudicato nella maniera stessa con cui vanno al fuoco, senza ragionare. L'opinione preconcepta che hanno portato sui loro seggi è evidentemente questa: «Dreyfus è stato condannato per delitto di alto tradimento da un Consiglio di guerra; dunque è colpevole, e noi, Consiglio di guerra, non possiamo dichiararlo innocente. Ora sappiamo che riconoscere la colpeabilità di Esterhazy, sarebbe come proclamare l'innocenza di Dreyfus». Nulla avrebbe potuto smuoverli.

Hanno pronunziato una sentenza iniqua che peserà eternamente sui nostri Consigli di guerra, e che metterà sempre in sospetto i loro giudicati. Il primo Consiglio di guerra avrà dimostrato dell'insipienza, il secondo è stato forzatamente delittuoso.

La sua scusa, lo ripeto, è che il capo aveva parlato, dichiarando la cosa giudicata come inappellabile, santa e superiore agli uomini, di modo che gli inferiori non potevano dire diversamente. Si parla dell'onore dell'esercito, si vuole che noi l'amiamo e rispettiamo. Ma certamente è l'esercito che si muoverebbe alla prima minaccia, che difenderebbe il suolo francese, l'esercito è il popolo tutto, e noi non abbiamo per esso che tenerezza e rispetto; ma non si tratta di lui, del quale vogliamo serbare giustamente la dignità nel nostro bisogno di giustizia. Si tratta invece della sciabola, il padrone che domani probabilmente ci si darà. E baciare devotamente l'impugnatura della spada, per Dio no! L'ho dimostrato in altra parte del mio discorso, l'affare Dreyfus era l'affare degli uffici della guerra; un ufficiale di Stato maggiore denunciato dai suoi camerati, condannato sotto la pressione dei capi di esso Stato maggiore.

Ripeto ancora una volta: Dreyfus non può essere riconosciuto innocente senza che diventi colpevole tutto lo Stato maggiore.

La burocrazia militare, quindi, con tutti i mezzi immaginabili, con la stampa, con comunicati, con influenze, ha coperto Esterhazy per perdere una seconda volta Dreyfus. Ah! quale colpo di granata il governo repubblicano dovrebbe dare in quel covo di gesuiti, come li chiama lo stesso generale Billot! Quante persone conosco che, alla prospettiva di una possibile guerra, tremano di angoscia, sapendo in quali mani si trova la difesa nazionale! e quale nido di bassi intrighi, di maldicenza e di dilapidazioni è diventato questo asilo sacro, dove si decidono le sorti della patria!

Fa spavento la terribile luce gettatavi dall'affare Dreyfus, dal sacrificio umano di un disgraziato, di un «sudicio giudeo!» Ah! quanta demenza e bestialità, quali pazze fantasticherie, quali pratiche di bassa polizia, di usi di inquisizione e di tirannide, a maggior soddisfazione di quei gallonati che si pongono la nazione sotto gli stivali, ricacciandole in gola il suo grido di verità e di giustizia, sotto il menzognero e sacrilego pretesto della ragione di Stato!

Ed è ancora un delitto l'essersi appoggiati alla stampa immonda, di essersi lasciati difendere da tutte le birbe di Parigi, di modo che è essa che trionfa insolentemente nella disfatta del diritto e della probità.

È un delitto l'aver accusato d'ingannare la Francia coloro che la vogliono generosa, alla testa delle nazioni, libere e giuste, mentre si ordisce da loro l'imprudente combriccola d'imporre l'errore, davanti al mondo intero.

È un delitto fuorviare l'opinione pubblica, utilizzare per il bisogno di una condanna a morte questa opinione che si è pervertita al punto da farla delirare.

È un delitto avvelenare i piccoli e gli umili, inasprire le passioni di reazione e di intolleranza, riparandosi dietro l'odioso antisemitismo, di cui la grande Francia liberale dei Diritti dell'Uomo morirà, se non riuscirà a guarire. È un delitto sfruttare il patriottismo per opere di odio, ed è un delitto finalmente fare della sciabola il dio moderno, mentre tutta la scienza umana lavora per l'opera prossima di verità e di giustizia.

Questa verità, questa giustizia, che noi abbiamo con tanto ardore voluta, che angoscia, il vederle così vilipese e sconosciute! Io immagino ciò che avverrà nell'animo di Scheurer-Kestner, e credo che finirà per provare il rimorso di non aver agito da rivoluzionario, il giorno dell'interpellanza al Senato, lasciando vuotare tutto il sacco per tutto atterrare. Egli è stato l'uomo onesto, l'uomo della sua vita leale, egli ha creduto che la verità bastasse a sè stessa, specialmente quando gli appariva sfolgorante come in pieno meriggio. A che scopo rovesciare tutto dal momento che il sole stava per spuntare? Ma egli è ora punito per questa serenità fiduciosa. Lo stesso è pel colonnello Picquart, il quale, per un sentimento di alta dignità non ha voluto pubblicare le lettere del generale Gonse. Questi scrupoli l'onorano, tanto più che mentre egli rimaneva rispettoso della disciplina, i suoi superiori lo inzaccheravano di fango, istruivano essi stessi il suo processo, nel modo più inatteso e più oltraggioso.

Vi sono due vittime, due galantuomini, due cuori semplici, i quali si rimettevano in Dio, mentre erano invece nelle mani del diavolo. E si è anche veduto, pel colonnello Picquart, questa cosa ignobile; un tribunale francese, dopo aver lasciato pubblicamente un testimonia sotto le invettive del relatore, accusarlo di tutte le colpe, e ordinare il processo a porte chiuse, quando questo testimonia venne introdotto per spiegarsi e difendersi. Io dico che questo è un delitto di più, e che questo delitto solleverà la coscienza universale. I tribunali militari hanno davvero un singolare concetto della giustizia!

Tale dunque la verità, signor presidente, ed è spaventevole e resterà una macchia per la vostra

presidenza. Io comprendo che in questa faccenda voi non avete nessun potere, che siete prigioniero della Costituzione e del vostro contorno. Ma avete però un dovere di uomo, al quale penserete e che adempirete. Non già che io disperi del trionfo... Quando si seppellisce sotto terra la verità, essa vi si ammassa e prende una forza tale di esplosione, che il giorno in cui scoppia, tutto fa saltare con sè. Si vedrà se non si va preparando fra non molto, il più clamoroso disastro.

Questa lettera è lunga, signor presidente, ed è tempo di concludere.

\*

\* \*

Accuso il luogotenente colonnello du Paty de Clam di essere stato l'artefice diabolico dell'errore giudiziario, inconsciamente, voglio crederlo, e di avere poi difesa l'opera sua nefasta, da tre anni in qua, con le più losche macchinazioni.

Accuso il generale Mercier d'essersi fatto complice, almeno per debolezza d'animo, della maggiore iniquità del secolo.

Accuso il generale Billot di aver avuto fra le mani le prove sicure della innocenza di Dreyfus e di averle soffocate, rendendosi colpevole di lesa umanità, a scopo politico, per salvare lo stato maggiore compromesso.

Accuso il generale de Boisdeffre e il generale Gonse di essersi fatti complici del medesimo delitto, l'uno indubbiamente, per passione clericale, l'altro, forse, per quello spirito di corpo che fa del ministero della guerra l'arca santa, inattaccabile.

Accuso il generale Pellieux e il comandante Ravary di aver fatto un'inchiesta scellerata, intendo dire un'inchiesta improntata alla più mostruosa parzialità, e ne abbiamo nel rapporto del secondo un imperituro monumento di ingenua audacia.

Accuso i tre periti calligrafi, i signori Belhomme, Varinard e Couard, di aver fatto rapporti menzogneri e fraudolenti, ammenocchè un esame medico non li dichiarò colpiti di malattia negli occhi e nel cervello.

Accuso il ministero della guerra di avere condotto nella stampa, specialmente nell'*Eclair* e nell'*Echo de Paris*, una campagna obbrobriosa per sviare l'opinione pubblica e dissimulare la loro colpa.

Accuso finalmente il primo Consiglio di guerra di avere violato il dritto, condannando un accusato sopra un documento rimasto segreto, e accuso il secondo Consiglio di guerra di aver coperto questa illegalità, e ciò per ordine, commettendo anch'esso il crimine giuridico di assolvere scientemente un colpevole.

Formulando queste accuse, so bene che incorro negli articoli 30 e 31 della legge sulla stampa del 27 luglio 1881 che punisce i delitti di diffamazione, e mi vi espongo volontariamente.

Io non conosco coloro che accuso, non li ho mai veduti, non nutro contro di essi rancore, nè odio. Sono per me entità, niente altro, spiriti di maleficenza sociale. E l'atto che compio oggi non è altro che un mezzo rivoluzionario per sollecitare l'esplosione della verità e della giustizia.

Ho una sola passione, quella della luce, in nome dell'umanità che ha tanto sofferto e che ha ben diritto di essere felice.

La mia protesta ardente è il grido dell'anima mia. Osate dunque tradurmi in Corte d'assise e che l'inchiesta abbia luogo alla luce del sole?

Aspetto.

Gradite, signor presidente, l'assicurazione del mio profondo rispetto.

**Emilio Zola**

# Storia del processo Dreyfus

## Parte prima

### Il grido d'allarme

Il primo novembre del 1894 l'*Eclair* pubblicava, col beneficio dell'inventario, la notizia dell'arresto di un ufficiale di stato maggior per delitto di lesa patria; notizia che passò quasi inosservata al gran pubblico parigino a causa di tutti i «*si dice*» ed i «*forse*» ond'era infarcita. I lettori di giornali in generale e quelli del *Cervello del mondo* in particolare sanno purtroppo in che conto si debbano tenere simili annunci indecisi, i quali, infallantemente, novantanove volte su cento, vengono subito smentiti dai loro propagatori.

Qualche giorno dopo però la *Patria* richiamava sullo stesso soggetto l'attenzione della folla, colla seguente nota:

«Circolano due voci, che presentano ambedue delle apparenze verosimili. Secondo la prima, si tratterebbe di un ufficiale di esercito straniero (Triplice) colto in flagrante delitto di spionaggio.

«Secondo l'altra, un ufficiale israelita addetto al ministero della guerra, avrebbe tentato di vendere all'Italia alcuni documenti confidenziali».

Parecchi altri giornali fecero eco, inveendo contro il Governo, che teneva nascosto l'accaduto, chiudendosi in un misterioso silenzio tanto nell'affermazione che nella negazione della notizia.

Finalmente l'ufficiosa Agenzia *Havas*, mandò ai giornali, che s'affrettarono a pubblicare, questo comunicato:

«Delle serie presunzioni hanno condotto all'arresto provvisorio un ufficiale francese sospetto di aver venduto a stranieri alcuni documenti confidenziali. La istruzione procede colla segretezza necessaria in affari di questo genere, e fra breve si avrà una soluzione».

Simile notizia recisa fu come un pugno di magnesia in un bicchier d'acqua. Essa mise in effervescenza tutta l'eccitabile anima parigina.

I *boulevards* si popolarono come per incanto, fu un accorrere di gente smaniosa di sapere, nel cuor di Parigi, al caffè *Riche*, al caffè *Anglais*, si discuteva animatamente la cosa, tutti trovavano ingiustificato il contegno del governo pel suo riserbo, e l'eccitamento raggiunse il parossismo addirittura, quando si appurò che detto arresto era avvenuto da oltre quindici giorni, e si seppe perfino il nome e le qualità dell'indegno ufficiale da una nota pubblicata dalla *Patria*.

Eccola:

«L'ufficiale abbastanza indegno per vendere i segreti del nostro paese, abbastanza miserabile per commettere questo delitto di lesa patria, è il capitano Dreyfus (Alfredo) del 14.° reggimento di artiglieria, con brevetto di Stato maggiore, addetto allo Stato maggiore generale al ministero della guerra, comandato al primo ufficio di artiglieria».

Fu anche divulgato che l'ufficiale in quistione apparteneva alla famiglia odiata degli ebrei, ciò che fece mandar fuoco e fiamme contro di lui, dai tre più potenti giornali antisemiti, con tre articoli dei tre più abili coniatori d'insulti, nonchè insigni polemisti, che la Francia nutra nel suo seno: Drumont, Rochefort e Cassagnac.

Un vento di follia percorse allora la terra gallica da un capo all'altro. Se il povero accusato fosse stato concesso al furore popolare in quel momento, sarebbe stato fatto di lui giustizia sommaria.

La Francia più di tutte le altre nazioni, posso dirlo senza tema di essere smentito, al disopra di qualunque sentimento, ha quello della patria e per conseguenza quello dell'esercito. Nessun cuore



francese può concepire che si possa per vil moneta calpestare questo così alto sentimento. È facile quindi immaginare quale ira si sia accesa in tutta la nazione al sapere che proprio nel santuario di questo esercito stesso, vi fosse un preteso figlio dei suoi figli capace di tradirla.

Chi era dunque questa belva umana, quest'uomo senza coscienza e senza onore, quest'ebreo maledetto? Da quale famiglia di pervertiti era egli uscito? in quale carcere aveva fatta la sua educazione? in quale turpe società viveva da avere corrotto a tal punto il cuore e il cervello? in quali tremende condizioni di miseria versava per ricorrere ad un mezzo così inqualificabile per procurarsi del danaro? Quale mai corrotto impasto di vizii era egli?

Chi, chi era questo Alfredo Dreyfus di cui parlava la *Patria*?

## Il capitano Alfredo Dreyfus

Di origine israelita, la sua famiglia abitava l'Alsazia, dove i fratelli godevano la stima e l'ammirazione di tutti; la loro fedeltà ed intera devozione alla terra di Francia, non si discuteva neppure, ed era affermata pubblicamente dal fatto, che facevano educare i figli al liceo di Belfort, dando ad essi così una coltura completamente francese. Oltre a ciò la cronaca del loro patriottismo gallico registra anche un fatto di maggiore importanza.

Un fratello del Dreyfus trovandosi un giorno in un caffè, ed avendo udito pronunciare parole poco rispettose da un ufficiale tedesco all'indirizzo della Francia, lo sfidò ad un duello non troppo fortunato per lui, poichè rimase abbastanza gravemente ferito. In seguito a che i Dreyfus fecero trasportare la loro fabbrica a Belfort, e così stare fuori del dominio tedesco.

Ecco in quale ambiente familiare era vissuto colui che doveva, secondo l'affermazione d'una folla di sciagurati, essere il traditore della patria di Vittor Hugo!

Dopo questo rapido, superficiale sguardo, per servirci di una parola scientifica, atavico, passiamo alla descrizione dell'individuo.

Alfredo Dreyfus era un uomo nè poco nè troppo simpatico. Piuttosto alto, magro, tutti i segni caratteristici della razza israelita li portava stampati sul volto, i cui zigomi sporgenti, attestavano una grande forza di volontà, il naso si staccava dalla fronte con una curva abbastanza accentuata, i capelli corti e biondi cominciavano a brizzolare, un'ombra leggiera di baffi velava appena il suo labbro superiore, gli occhi di un colore azzurro luminoso, brillavano serenamente di sotto agli occhiali di oro.

Al principio di questa descrizione abbiamo detto Alfredo Dreyfus era ecc., perchè in questo momento, dopo i quattro anni di supplizio fisico e morale patito all'Isola del Diavolo, il povero, è il caso di dirlo, diavolo, è purtroppo mutato! Allora era un uomo, ora si potrebbe chiamare una larva umana!

Egli che avrebbe potuto vivere la vita del gran signore nel seno della sua agiatissima famiglia, preferì di sacrificare la sua esistenza in prò della Francia, dandosi alla carriera delle armi.

Non c'è che dire la Francia lo ha ben compensato!

Uscito uno dei primi numeri dalla scuola superiore di guerra colla menzione «benissimo». Ufficiale di vasta intelligenza e di non men vasta coltura, era passato successivamente pei quattro uffici di stato maggiore. Al ministero fu collocato alla commissione della rete ferroviaria dell'Est, sotto gli ordini del comandante Bertin, col quale pare non andasse troppo d'accordo. Se però non andava troppo d'accordo col comandante, andava invece molto d'accordo col suo avvenire militare che si apriva innanzi a lui splendidissimo.

Occupava già all'epoca del processo un posto invidiabile, capitano di artiglieria, e per la sua specchiata condotta ed intelligenza non comune, si sarebbe trovato comandante due anni dopo. Che poteva egli desiderare di più? all'età di quarantotto anni nel vigore della forza e della salute, aveva la certezza di veder brillare sulla sua persona l'invidiabile uniforme di colonnello di artiglieria, con la lontana speranza di giungere al più alto ufficio dell'esercito, a quel grado di generale, che Abraham, quantunque ebreo anch'egli, occupava nella milizia francese.

Ricco già doviziosamente per sè stesso, con uno stipendio non disprezzabile, aveva anche sposata una giovine, la quale oltre a doti intellettuali e morali da sfidare qualunque paragone, aveva portato a suo marito una grossa dote. E questi due patrimoni si sono trovati intatti all'arresto dell'uomo, che per un urgente bisogno di danaro avrebbe rischiato di gettare la sua patria in braccia al nemico, inzaccherando nel fango più schifoso il nome onesto ed immacolato della sua famiglia, quel nome che

doveva dare in eredità ai suoi figli, a quei due angioletti pei quali egli nutriva un amore violento; amore che sua moglie divideva sino al punto da comparir innanzi ad essi col sorriso sulle labbra, dopo la condanna del marito, e rassicurarli sulle quistioni che le movevano, non vedendo più in casa il padre, che così affettuosamente se li stringeva al seno ogni mattina, col dir loro che questi era partito per una missione segreta e che sarebbe tornato carico di onori. E a simili parole, dette con accento ineffabile, i figli sorridevano, e la madre era costretta a sorridere essa pure, la povera donna che aveva un inferno nel cuore!

Alfredo Dreyfus spendeva meno della metà delle sue rendite, Alfredo Dreyfus non sciupava danari in vizii, nè in lusso; viveva una vita calma, intessuta di affetti, divisa in tre amori sublimi: quello di sua moglie, dei suoi figli e della patria sua.

Ed era questo l'uomo che l'esercito francese doveva inchiodare sulla gogna!

Il suo arresto, cosa stranissima, impressionò perfino il maggiore Forzinetti, allora direttore della prigione militare di Cherche-Midi, che scrisse per Alfredo Dreyfus, il seguente rapporto, la cui importanza nel processo ci fa qui riportare integralmente:

«Il 15 ottobre 1894, verso mezzodì, arrivò in fiacre il capitano Dreyfus, accompagnato dal comandante Henry, e da un agente di pubblica sicurezza.

«Questo ufficiale superiore mi consegnò l'ordine di imprigionamento che era firmato dal ministro della guerra in persona; e portava la data del 14; il che prova che l'arresto era stato ordinato prima di aver interrogato il capitano.

«L'arresto fu fatto anche all'insaputa del Governatore di Parigi, generale Saussier, che ne fu avvisato da un ufficiale superiore dello stato maggiore del ministro essendo stato a me proibito di farlo.

«L'agente principale della prigione, al quale io aveva date le mie istruzioni, dopo aver fatto iscrivere sul registro della prigione il nome di Dreyfus senza altra indicazione che potesse spiegare chi fosse, condusse il capitano nella cella che gli era assegnata.

«Da quel momento Dreyfus fu murato vivo nella sua segreta.

«Poco tempo dopo io mi recai presso di lui. Egli era in uno stato di sovreccitazione indescrivibile; avevo innanzi a me un vero forsennato, dagli occhi iniettati di sangue, che aveva messo tutta a soquadro nella sua camera. Giunsi non senza fatica a calmarlo.

«Ebbi l'intuizione che questo ufficiale fosse innocente. Egli mi supplicò di dargli i mezzi per scrivere o di scrivere io stesso al ministro della guerra, per domandargli di essere inteso da lui o da uno degli ufficiali superiori del ministero.

«Mi raccontò le fasi del suo arresto che non furono nè dignitose, nè militari.

«Dal 18 al 24 ottobre il comandante Paty du Clam, il quale aveva proceduto all'arresto di Dreyfus al ministero della guerra, venne munito di un'autorizzazione particolare del ministro della guerra, per interrogarlo. Prima di vedere Dreyfus, mi domandò se non potesse penetrare senza strepito nella sua cella, con una lampada abbastanza forte da poter gettare un'ondata di luce sulla faccia del capitano, che voleva sorprendere e confondere. Risposi che non era possibile.

«Egli (Paty du Clam) fece subire a Dreyfus due interrogatorii, e ogni volta gli dettò dei frammenti di frasi tolte al documento incriminato, per poter stabilire la simiglianza tra le due scritte.

«Nel frattempo la sovraeccitazione di Dreyfus era sempre fortissima. Dal corridoio lo si udiva gemere, gridare, parlando ad alta voce, protestando la propria innocenza, urtava contro i mobili, contro le muraglie, e pareva inconscio delle ferite che si faceva. Non aveva un momento di riposo; e quando, oppresso dalla sofferenza e della stanchezza, si gettava bello e vestito sul letto, il suo sonno era turbato da terribili incubi.

«In questi nove giorni di vera agonia, egli non prese che brodo e vino caldo, ma nessun cibo.

«La mattina del 24 il suo stato mentale, vicino alla pazzia, mi parve talmente grave, che, desiderando di mettere al coperto la mia responsabilità, ne resi conto direttamente al ministro e al governatore di Parigi.

«Nel pomeriggio, in seguito a chiamata, mi recai dal generale Boisdeffre (Capo di stato maggiore dell'esercito) e insieme ci recammo dal ministro della guerra. Avendomi il generale chiesto la mia opinione, risposi senza esitare:

«— Si sbaglia strada: Dreyfus non è colpevole.

«Dopo il 27, Paty du Clam, tornò quasi ogni giorno a fargli subire nuovi interrogatorii e nuovi saggi di scrittura, allo scopo di ottenere una confessione, contro la quale Dreyfus non cessava di protestare.

«L'istruttoria fu lunga, minuziosa; e mentre si svolgeva, Dreyfus credeva così poco alla messa in giudizio – e tanto meno alla sua condanna – che diceva spesso:

«— Qual compenso domanderò io?... Chiederò la croce e darò le mie dimissioni. Questo ho detto a Paty, che lo ha riferito nel suo rapporto al ministro. Egli non ha potuto raccogliere alcuna prova contro di me, perchè non ce ne sono; anche il relatore non procede che per induzione o supposizioni, senza nulla affermare e nulla precisare.

«Pochi momenti prima di comparire innanzi ai suoi giudici diceva:

«— Spero che il mio martirio sia finito, e che io mi trovi ben presto fra le braccia dei miei.

«Per disgrazia doveva accadere altrimenti. Dopo il verdetto, Dreyfus fu ricondotto, verso mezzanotte, nella sua camera, ove io lo attendeva.

«Alla mia vista egli gridò singhiozzando:

«— Il mio solo delitto è d'essere nato ebreo! Ecco dove mi ha condotto una vita di lavoro! Perchè, mio Dio! sono entrato alla scuola di guerra? Perchè, non ho date le dimissioni, tanto desiderate dai miei?

«L'indomani, il suo difensore, l'avvocato Demange, venne a vederlo. Entrando nella camera di Dreyfus gli aprì le braccia, e tutto in lagrime stringendoselo al seno, gli disse:

«— Figlio mio, la vostra condanna è la più grande infamia del secolo.

«Ne fui tutto sconvolto.

«Da quel giorno Dreyfus, che era rimasto senza notizie dei suoi, fu autorizzato a corrispondere colla sua famiglia, ma sotto il controllo del commissario del governo, al quale si consegnavano tutte le lettere spedite e ricevute. Ho assistito ai due soli colloqui che gli furono concessi colla moglie e colla suocera; furono commoventissimi.

«Nel periodo dell'appello, il comandante Paty tornò con un ordine speciale del ministro della guerra che gli concedeva di comunicare liberamente con Dreyfus. In quest'ultimo colloquio – come Dreyfus scrisse immediatamente al ministro della guerra – il comandante cercò di ottenere una confessione di colpa, o almeno quella di imprudenze commesse per ottenere documenti importanti da una potenza estera.

«Dreyfus rispose che egli non aveva mai adescato nessuno, e che era innocente.

«Il 4 gennaio 1895 io era liberato dalla pesante responsabilità che mi incombeva.

«Dopo aver stretto la mano al capitano Dreyfus, lo consegnai ai gendarmi, che lo condussero ammanettato alla scuola militare, ove egli subì, gridando la sua innocenza, la degradazione – supplizio più terribile della morte – poi la deportazione.»

Questa leale deposizione dell'unico uomo, che aveva, fra tanto imperversar di follia, conservata intatta la propria ragione, e che se fosse stata presa in seria considerazione, la Francia non si



troverebbe ora costretta ad arrossire innanzi al mondo intero; sapete qual compenso valse all'intero Forzinetti? Fu destituito dalla sua carica.

La sviata giustizia si era messo sulla china di far delle vittime, una di più una di meno che importava?!

Ma qual'era mai il terribile documento che aveva così fatto perdere la testa ad un popolo intero! E come era esso pervenuto nelle mani dell'autorità militare?

Lo diremo nel capitolo seguente.

## Il documento famoso

Verso la fine di settembre 1894 si constatò una *fuga* (sottrazione di documenti) negli uffici dello stato maggiore del Ministero della Guerra, e si ebbe anche la fotografia di una lettera che gli addetti militari tedeschi indirizzavano ai loro colleghi dell'ambasciata italiana. Ecco il testo della lettera decifrata:

«*Decisamente quell'animale di D... diviene troppo esigente*». Fu allora che si cercò di stabilire la colpevolezza di Dreyfus, cosa non facile; bisognò usare molti stratagemmi. Infine le ricerche del servizio di spionaggio del ministero della guerra furono coronate da successo.

Dimostrare la reità di un innocente sarebbe stato certo impossibile. Nel paese però che aveva visto nascere Dumas, Ponson du Terrail, Sue e mille altre immaginazioni fervidissime, a creare un romanzo d'intrighi si fa presto, specialmente quando alle accese fantasie si fa balenare una somma considerevole di quei variopinti biglietti, che signoreggiano il mondo. È così che un improvvisato romanziere-spia, nonchè celeberrimo farabutto, – almanaccò questa, per quanto breve, credibile e logica storiella.

C'era – spiega l'avidio sbirro – all'ambasciata tedesca un giovane usciere molto ingenuo e compiacente, di cui l'unica occupazione consisteva nello spazzare, spolverare e tener in ordine gli uffici. Questo domestico guadagnava poco, e non amava troppo il lavoro, tanto che non si lasciava sfuggire alcuna occasione per poter accrescere gli scarsi lucri e di esimersi dallo stancar il meno che gli fosse possibile le sue braccia delicate.

Ecco presto fabbricato, con uno scatto d'ingegno, un personaggio, da cui il suo inventore può cavare quella situazione che più gli riesce comoda.

Questo eroe da palcoscenico e d'appendice da parecchi anni vendeva ad un cenciajuolo tutte le carte raccolte nei cestini dell'ambasciata, quantunque gli si fosse formalmente raccomandato di bruciarle.

Un giorno due cenciajuoli a lui ignoti gli si accostarono con molto garbo.

— Scusate, signore, voi vendete le cartacce di ufficio ad un negoziante (sic) che vi ruba. Se volete entrare in rapporti di affari con noi, realizzerete dei guadagni positivi.

Si discusse per qualche minuto, il garzone accettò di cambiare l'antico coi nuovi compratori, e come sigillo del contratto s'andò in cantina a brindare in vista delle future vendite.

L'indomani i due cenciaiuoli penetrarono nel locale dell'ambasciata, dove si effettuò la prima compra con piena soddisfazione del venditore.

Durante l'intera settimana gli affari procedevano di bene in meglio.

I due cenciaiuoli, carichi del loro acquisto, si recavano ogni giorno sulla riva della Senna, dove un uomo li sbarazzava del fardello, trasportandolo al ministero della guerra. Quivi i fogli erano fiutati, per dir così, letti, divorati...

Un giorno l'attenzione dei segugi fu attirata da queste parole scritte sopra un pezzetto di carta:

*Vi manderò presto, se lo desiderate... descrizione particolareggiata... piano d'operazione Madagascar...*

Si diedero subito a frugare per mettere insieme gli altri pezzetti del foglio, e così avere il contenuto dell'intera lettera. Coll'immaginazione si ottiene tutto, ed anche il famoso documento si mise in piedi, per mezzo, narra l'ingegnoso inventore, di sedici pezzetti di carta lacerata. Questa lettera scritta su carta peluria, fu comunicata al Ministero. Eccone il tenore:

«Parto per le manovre, ma vi manderò presto delle note che trattano:

1.º Della descrizione particolareggiata del freno del cannone da 120 corto, che non è ancora in

servizio.

2.° Del progetto di manuale di tiro dell'artiglieria.

3.° Del progetto del manuale di tiro della fanteria.

4.° Delle misure decretate per la mobilitazione dell'artiglieria in seguito alla legge del 28 giugno 1894, che sopprime i pontonieri, e crea ventotto nuove batterie.

5.° Del piano d'operazione per la spedizione di Madagascar, redatto dal generale Rénouard, primo sotto capo di stato maggiore dell'esercito».

Allora era ministro della guerra il Mercier, che, appena avuto nelle mani un tal documento, mercè il quale tutta la strategia militare francese sarebbe divenuta inutile di fronte al nemico, pagò in compenso d'un servizio così inapprezzabile, una somma rilevantissima al fortunato spione, e ad attestargli maggiormente la sua gratitudine e quella dell'intera Francia, gli strinse affettuosamente, calorosamente le mani, ringraziandolo nel modo più energico che un generale possa fare, al che lo sbirro, è da supporre, con maniere piene di mellifluidità rispose:

— Nulla, nulla, signor ministro; lei non mi deve alcun ringraziamento. Sa bene che anche nel petto mio si agita – e come! – un vero cuor di francese, perciò sono abbastanza ben compensato dalla soddisfazione di aver salvata la mia patria da un così grave pericolo.

Simile dichiarazione la fece, è vero, dopo aver intascati i variopinti biglietti. Quindi la sua rinuncia si limitava solo al beneficio delle lodi. Era un gran galantuomo, bisogna pur convenirne!

Il ministro fece chiamare a sè il generale Gonse, secondo sottocapo di stato maggiore dell'esercito, ordinandogli un'inchiesta per iscoprire l'autore della lettera. Furono immediatamente radunati dal generale i colonnelli Lefort, Leloup, de Sancy, Boueher e Fabre, capi dei quattro uffici di stato maggiore, ai quali il Gonse trasmise gli ordini del ministro.

Ogni ricerca riuscì vana. Il confronto fatto della lettera con la calligrafia di tutti gli ufficiali di stato maggiore, non diede alcun risultato.

Ma bisognava pur scoprire un traditore poichè il tradimento vi era. Ed ecco anche questa volta venire in aiuto della giustizia quella tale fatalità che è la collaboratrice dei romanzieri d'appendice.

— Oh! – gridarono all'unisono, quasi colpiti dal lampo dell'ispirazione, battendosi la fronte, parecchi ufficiali – tempo fa ha lavorato con noi un certo Dreyfus, il quale, sotto pretesto di completare la sua istruzione per-sonale, correva da un ufficio all'altro, chiedendo indicazioni a questi, facendosi spiegare delle cose da quest'altro, guardando di sopra le spalle dei suoi compagni per rendersi conto di quello che scrivevano.

— C'è ben altro di serio! – esclamò un nuovo gallonato – mi ricordo, e ciò è positivo, che il Dreyfus ha avuto in fra le mani, allorchè era addetto alla commissione della rete ferroviaria dell'Est, numerose informazioni concernenti il piano di concentrazione, il cammino dei treni, le unità che devono trasportare, i punti di discesa sulle differenti basi...

Allora tutta l'alta ufficialità messa in giro, con da un lato il generale Gonse e dall'altro il comandante De Paty du Clam, cogli indici appuntati sopra un tavolo gridò in coro, come alla fine del primo atto di un melodramma:

— Egli è il traditore, lo giuriamo, lo giuriamo!

Ed il ministro da uomo che la sapeva più lunga degli altri, se la rideva sotto i baffi, mormorando fra i denti:

— Ne ero già informato da un pezzo!

E qui vien giù la tela, il primo quadro è finito, con somma soddisfazione degli attori, il pubblico applaude... *pardon*... il pubblico non era ancora ammesso agli onori del proscenio, dimenticavo che siamo appena al concerto!

Il secondo atto rappresenta De Paty du Clam col capo stretto fra le sue dieci dita, che cerca un mezzo come stabilire la pruova lampante che il famoso documento è scritto dal pugno di Dreyfus.

Gli scrisse subito una lettera, pregandolo di andarlo a trovare al Ministero la mattina dopo alle nove, per una comunicazione che l'interessava.

Dreyfus fu esatto al convegno. Giunse proprio quando la lancetta dell'orologio ministeriale segnava un esattissimo angolo retto, anzi fu proprio l'orologio che lo annunciò al colonnello con nove bravi colpi di campanello.

— Voi state benone, eh! — fece il comandante — caro amico, me ne congratulo tanto. Mi consolo di vedervi in così perfetta salute. — E poi, a parte, tra sè: — Ti accomoderò io per le feste, vedrai... — Basta — continuò di nuovo, rivolgendosi a Dreyfus, che ad onor del vero, era rimasto intontito a tanta inaspettata cordialità — verrete a colazione con me oggi: ho molte cose da dirvi; intanto per sbrigarci più presto, abbiate la cortesia di scrivere sotto la mia dettatura, mentre io metto in ordine questi incartamenti una lettera che devo mandare al generale De Boisdeffre, in merito a certi documenti che egli mi ha chiesti.

E qui il comandante si mise a dettare a Dreyfus, scrutandolo attentamente, una lettera affatto simile al *bordereau*, il documento di cui sopra abbiamo pubblicato integralmente il testo. Alla prima parola *Parto...* il capitano incominciò a tremare, impallidendo. Tremore e pallore che aumentarono a misura che il Du Clam procedeva nel dettare, tanto che quest'ultimo si credè in dovere d'interrogare:

— Ma che avete, capitano, la vostra mano non regge troppo sicuramente la penna?...

Dreyfus fece uno sforzo per acquistare la sua calma abituale, ma si turbò maggiormente, ed il comandante:

— Che avete, spiegatevi?

— Non so, mi sento male.

— Ah! vi sentite male, che peccato, chiamo subito un medico.

Ed alzandosi bruscamente, si diresse verso la porta di una stanza vicina, l'aprì... e... qui un colpo di scena era necessario perchè il dramma riuscisse di maggiore interesse...

Il signor Cochefort, capo della pubblica sicurezza, e il comandante Henry, addetto alla sezione di statistica, entrano nell'ufficio. Essi, come un sol uomo, si diressero verso Dreyfus, gli misero le loro quattro mani, come una sola mano, sulla spalla, e:

— In nome della legge siete in arresto...

De Paty du Clam contempla soddisfatto la scena in un canto, e se la ride sotto i baffi.

Vedendosi perduto, Dreyfus volle protestare:

— Perchè mi si arresta? — urlò il disgraziato.

— Vi si arresta — rispose il comandante, — perchè avete venduto al nemico, quei documenti, che non avete osato scrivere sotto la mia dettatura.

Dreyfus fu quasi per svenire (oh! perchè non lo fecero svenire addirittura? La cosa sarebbe riuscita di maggior effetto!) ma poi, pigliando a due mani il suo coraggio, gridò:

— Ciò è infame, io non ho tradito il mio paese.

Avrebbe voluto ancora difendersi, ma fu, a viva forza, trascinato in una carrozza chiusa, la quale dieci minuti dopo, andava a fermarsi innanzi alla prigione del Cherche-Midi.

Qui finisce il primo concerto del dramma. Vedremo in seguito come fu accuratamente riveduto dagli intelligenti autori e qual plauso ottenne dal pubblico e dalla stampa.



## Lo scandalo supremo: Il Processo.

Il Consiglio di guerra che giudicò il capitano Dreyfus, era composto di sette ufficiali:

- 1.° Colonnello Maurel, del 129.° reggimento di fanteria, presidente.
- 2.° Tenente colonnello Echemann, del 154.° di linea.
- 3.° e 4.° Comandanti: Florentin, del 113.° di linea e Patron, del 154.° di linea.
- 5.° Comandante Gallet, del 4.° cacciatori a cavallo.
- 6.° e 7.° Capitani: Roche, del 39.° di linea, e Freysketter, della fanteria di marina.

Giudici supplenti furono: il tenente-colonnello Atmayer, del 13.° artiglieria; il comandante Curè, del 74.° fanteria e il capitano Thibaudin, del 131.°

Il comandante Brisset, sosteneva l'accusa. Il cancelliere capo Vallecalleo, ufficiale d'amministrazione completava il Consiglio.

Quando al tocco, dietro ordine del presidente, l'accusato è introdotto nella sala, un gran silenzio regna sovrano, tutti gli occhi sono fissi su di lui, e la sua calma straordinaria desta un vero movimento di profonda sorpresa nell'uditorio, che, credendolo realmente colpevole, s'immaginava di vederlo apparire contrito, a testa china, recitando un *mea culpa*.

Dreyfus s'inchina al Consiglio e piglia il posto che gli viene assegnato innanzi all'avvocato Demange suo difensore.

A tutte le domande formali che gli vengono rivolte dal Presidente, il capitano risponde con voce chiara e senza alcuna titubanza, da uomo che è sicuro di sè stesso.

Mentre, bene o male, il pubblico si era fatto posto e si preparava a godersi l'emozione di un processo che tanto interesse suscitava, il Commissario del Governo si alza, e:

«In virtù – dice – dell'articolo 113 del codice di giustizia militare, il quale dispone che se la pubblicità appare pericolosa per l'ordine pubblico o pei costumi, il Consiglio deve ordinare che i dibattimenti proseguano a porte chiuse, io ho il dovere di requisire la procedura segreta, essendo la pubblicità del processo di tale natura da minacciare l'ordine».

«Voi conoscete i documenti che sono nel processo. Io non ho bisogno d'insistere, e so che mi basterà di fare appello al vostro patriottismo».

Che il processo avvenisse a porte chiuse il Demange non voleva, e chiamò in suo appoggio vari articoli di legge pel caso speciale del suo raccomandato; e credo, ad onor del vero, che, almeno, per questa volta soltanto, il pubblico avesse lo stesso desiderio del difensore di Dreyfus, cosa che per quanto questi avesse discussa non potè ottenere.

Da questo punto di partenza il processo incominciò ad avvolgersi in tenebre fittissime.

Fu ordinato lo sgombro della sala, e si presero accurate precauzioni, perchè nulla di quello che fosse detto dal di dentro, potesse essere udito di fuori.

In questa prima seduta del giorno 9 dicembre 1894, soli cinque testimoni furono intesi; fra i quali il generale Gonse e il comandante De Paty du Clam.

La seduta fu tolta alle 6,20.

Si tennero altre tre udienze del pari segretissime, e di cui s'ignora tutto. Pare solo che ai testimoni a carico si diede piena facoltà di dire ciò che più faceva comodo ad essi ed ai loro superiori, mentre ai testimoni a discarico non si fece dire che... quello che si volle. Parecchi giornali affermano pure che per le continue obiezioni del difensore, il Presidente minacciò di farlo arrestare varie volte.

Intanto lo stato di eccitazione a Parigi guadagnava terreno, comunicando a quasi tutta la Francia la propria follia, di cui la sua storia – specialmente degli ultimi cento anni – ha dato esempii frequenti – spaventosamente grandiosi talvolta, e, tal'altra, come questa, mostruosamente spaventevoli!

Alla fine della quarta udienza si dà il permesso di entrare nella sala esclusivamente a quei giornalisti che appartengono alla stampa giudiziaria, per ascoltare la sentenza.

L'accusato, secondo le prescrizioni del codice, non può assistere a detta lettura, e perciò è mandato via dalla sala.

Il Presidente Maurel legge:

«In nome del popolo francese:

«Oggi 22 dicembre 1894 , il primo Consiglio di Guerra permanente del Governo Militare di Parigi, dopo aver discusso a porte chiuse, ha pronunciato in udienza pubblica la sentenza di cui segue il tenore:

«Essendo stata posta ai membri del Consiglio l'unica domanda seguente:

«Il capitano Alfredo Dreyfus, del 14.° reggimento d'artiglieria, brevettato di stato maggiore, comandato allo stato maggiore dell'esercito, è egli colpevole di avere nel 1894, a Parigi, consegnato a una potenza estera o ai suoi agenti dei documenti interessanti la difesa nazionale, e ha egli così praticato delle macchinazioni o avuto delle intelligenze con questa potenza estera, allo scopo d'impegnarla a commettere delle ostilità contro la Francia, o a procurargliene i mezzi?

«Raccolti i voti conformemente alla legge, cominciando dal grado inferiore, avendo il Presidente emesso la sua opinione per ultimo, il Consiglio dichiara all'unanimità:

«Sì, l'accusato è colpevole.»

«Accogliendo poi le conclusioni del signor Commissario del Governo, e dopo aver letto al Consiglio gli articoli di legge da lui evocati, il Presidente ha di nuovo raccolti i voti sull'applicazione della pena, cominciando dal grado inferiore, e votando egli per ultimo:

«Condanna Alfredo Dreyfus, di cui i titoli sono stati enunciati più sopra, alla pena della deportazione perpetua in un recinto fortificato».

Simile sentenza fu accolta, col grido di:

— Viva la patria!

Atroce ironia! – Ad essa le future pagine di questo lavoro saranno eloquente risposta.

## La degradazione

La notizia diffusasi della condanna di Dreyfus alla deportazione, se aveva trovata una voce di plauso al momento della lettura, produsse invece nell'efferata cittadinanza un moto di rabbia.

La cieca ira di quel popolo giunto al supremo grado di aberrazione, avrebbe desiderato sangue per calmarsi. Dreyfus nella collettiva coscienza francese era già stato condannato a morte. Cassagnac in un violento articolo, nel quale dichiarava tutta l'amara delusione da lui provata al verdetto del tribunale di guerra, così conchiudeva:

«Per una tale atrocità, si sentenzia che cosa?»

«La prigione!»

«Repubblicani del governo, voi pure siete traditori, se non osate trapassargli il petto con dodici palle.

«Avreste fatto meglio a lasciarlo fuggire con la sua infamia, senza che nessuno potesse conoscere un giorno il delitto commesso e l'insufficienza del castigo. Scellerati di tal sorte o si nascondono o si uccidono!»

Parole di oro! Ma chi scriveva questo, non era sceso nelle coscienze dei giudici ad interrogarle, perchè, se questo gli fosse stato possibile di fare, avrebbe saputo che i giudici conoscendo l'innocenza di Dreyfus, ed essendo stati *comandati* di condannarlo, non ebbero il coraggio di scendere fino all'assassinio. Il cadavere di quell'uomo non avrebbe fatto dormir loro sonni troppo tranquilli! Credettero che il seppellirlo vivo in un'Isola era cosa meno nefasta; s'ingannarono a partito!

L'avidia folla che non potette, come avrebbe desiderato, godersi l'emozionante spettacolo di una fucilazione, si contentò d'invadere tutta quanta la piazza Fontenoy, ove, nel cortile della scuola militare, che una semplice inferriata divide dalla piazza, doveva aver luogo la degradazione del capitano.

Malgrado il freddo abbastanza intenso quel giorno, pur, sin dalla mattina, la gente era accorsa in quel luogo, con la speranza di trovare un buon posto.

Alle otto e mezzo le truppe destinate ad assistere alla scena penosa, sboccano dalle strade adiacenti in gran numero. Ogni reggimento vi doveva essere rappresentato.

Splendida cornice per un quadro così orribile! I soldati schierati in lunghe e simmetriche file, immobili; di fuori la piazza riboccante di popolo entusiasta.

Di sopra ai tetti della caserma da un lato si slancia, in alto in alto, verso il cielo, la rilucente e gloriosa cupola dell'ospizio degli Invalidi; dall'altra la facciata della scuola di guerra, incrostata, per dir così, nell'enorme tettoia della superba galleria delle macchine.

Nove lugubri colpi battono all'orologio della scuola di guerra. Il generale Darrar, con voce tonante, comandò.

– Portate le armi!

E nell'aria si videro brillare, descrivendo un argenteo semicerchio, tutte le baionette delle truppe schierate.

Intanto, dal fondo del cortile, circondato da quattro artiglieri, si avvanza Alfredo Dreyfus, con passo sicuro. Gli occhi della folla, che appena possono distinguerlo per la lontananza, si fissano su lui. Chi ne osservò allora la fisionomia gli rimase impressa per lungo tempo nella memoria!

I lineamenti di quel volto avevano un'espressione così piena di spavento, da perdere qualunque aspetto umano. Gli occhi rossi, come carboni ardenti, pareva volessero schizzargli fuori dalle orbite, il colorito era di una pietosa pallidezza, solo i pomelli portavano come una vivida sfumatura di

carminio. Tale un ammalato di mal sottile, all'ultima ora della sua esistenza. Il naso e la bocca erano contratti e sformati a tal punto che i baffi stavano di traverso in sul viso.

Ecco come lo avevano ridotto le torture e gli interrogatorii di quello scellerato che si chiamava De Paty du Clam; il quale non gli aveva dato requie nè giorno, nè notte, lo aveva stretto in tutti i modi, sperando che alla fine, stanco di tante sofferenze, il capitano avesse confessato quel delitto che non si era mai neppure sognato di commettere. Ed era questa la rabbia di De Paty du Clam, egli si domandava perchè essendo la Francia intera convinta del delitto, il capitano non voleva persuadersi e convincersene anche lui!

Si dice perfino – e ciò è credibile – che in un momento in cui, alle domande del comandante, Dreyfus rispondeva ostinatamente: — Io sono innocente, la giustizia lo proverà; De Paty du Clam, rosso di collera, estraendo dalla tasca dei pantaloni una rivoltella, e presentandola a Dreyfus, gli avesse gridato:

— Voi innocente! Baie! Se ancora avete un po' di rossore, ammazzatevi, e non date alla Francia il triste spettacolo di sapere che fra i suoi onesti avvocati se ne troverà qualcuno, tanto scellerato da difendervi!

Queste parole, e il processo a porte chiuse spiegano come il Du Clam, conoscesse già l'innocenza di Dreyfus, e per una causa avvolta fra nebbie fittissime si trovasse obbligato a farlo condannare... .

Tra le tuniche degli artiglieri Dreyfus si avvanza con passo sicuro. I suoi tre galloni di oro a spighe, le striscie del kepy, anch'esse d'oro e la spada brillano sulla sua persona, facendo risaltare maggiormente il pietoso pallore del viso... .

Un terribile fremito corre da un capo all'altro della folla, si ode un urlo lungo, formidabile...

Ad un comando del generale Darras, trombe e tamburi battono il silenzio, ed un silenzio davvero lugubre si estende su tutta la piazza.

Solo la voce chiara del cancelliere lo rompe, leggendo la condanna del capitano, che questi ascolta senza batter palpebra.

In ultimo il generale Darras, pronunzia queste parole tremende:

— Dreyfus, voi siete indegno di portare le armi. In nome del popolo francese, noi vi degradingamo!

Dreyfus, ancora più pallido, spaventosamente terribile, leva in alto le braccia, scoppiando in un urlo disperato:

— Io sono innocente, fratelli... Sono innocente, lo giuro.

— A morte: A morte! – rispose quella folla di cannibali.

Il generale che, colla sua figura atletica sorpassa Dreyfus di mezza persona, gli si avvicina, e tra gli indecenti battimani del pubblico, comincia a strappargli i galloni, gettandoli a terra.

E Dreyfus leva un altro grido, più lungo, più straziante del primo:

— Sulla testa di mia moglie e su quella dei figli miei, sono innocente, lo giuro, fratelli!... Viva la Francia!

E la folla più feroce ancora:

— A morte! a morte! – sentenza.

Mi manca il cuore per descrivere la scena, che completò il ripugnante spettacolo.

Il generale che strappa la sciabola di Dreyfus, facendola a pezzi sul ginocchio; e il povero innocente, con la divisa così prostituita, dover girare tra la truppa, tra quelli che erano stati un giorno suoi compagni, suoi subordinati, raccogliere i loro insulti, le loro beffe: atroce supplizio!

La voce dell'innocente nel percorrere questo doloroso calvario a volte a volte più debole, gridava:

— Io sono innocente, ve lo giuro, fratelli... Viva la Francia!

A cui la folla, rispondeva sempre, lugubrementemente:

— A morte! a morte!

Ed il capitano protesta ancora, e nel passare innanzi ad un gruppo di giornalisti, grida:

— Dite alla Francia intera, che qui s'insulta, che qui si tortura un innocente!

E la stampa, questa voce di verità e di redenzione, lo ha gridato non solo alla Francia, ma al mondo intero, il quale oggi sa, Dreyfus, che tu eri, che tu sei innocente!

## Via Crucis: All'Isola del Diavolo!

Condotto all'ufficio antropometrico Dreyfus, subisce, con una calma ed un'impassibilità straordinaria, l'ultimo e più crudele affronto che si possa fare ad un uomo d'onore.

Egli è misurato, è scrutato in tutti i sensi, e la sua persona, descritta pezzo a pezzo, va ad essere inserita nel libro dell'infamia, nell'archivio dei paria sociali!

Il suo granitico temperamento resiste anche a quest'ultima prova, e pur conoscendo vana ogni ulteriore protesta, Dreyfus si difende ancora col grido:

— Io sono innocente!

Non altra parola pronunciava. Neppure una lontana allusione di odio pei suoi giudici, sui quali – pel fatto della procedura segreta, di averlo cioè condannato misteriosamente, quasi il loro operato nascondesse tanta vergogna da non poterlo rendere di pubblica ragione – tutta la responsabilità ricadeva.

E questa posizione grave, alcuni giornali sin da quel tempo, la compresero.

Il 5 gennaio nella *Republique Française* si leggeva questa nota:

«No, non deve nascere la leggenda dell'innocenza di Dreyfus, la quale equivarrebbe a condanna morale degli ufficiali che, in questa orribile circostanza, rappresentano l'esercito intero.»

Per chi sa leggere in fra le righe, vede scolpita in questa breve nota, a caratteri cubitali, la ragione principale del dibattimento segreto, della condanna del Dreyfus, e dell'interesse che si aveva a toglierlo dalla faccia della terra, cosa, che per quanto i capi dell'esercito avessero desiderato, i giudici temettero di decretare.

Non potendosi cavare il gusto di seppellirlo morto, quelle infernali fantasie, pensarono una nefandezza ancora più atroce. Quella di seppellirlo vivo.

Nel mar della Guiana, a fior d'acqua, s'eleva una torrida e mortale scogliera, denominata l'Isola del Diavolo. Su di essa il governo francese teneva un allevamento di capre, che dovette far trasferire altrove perchè l'aria malsana – umidissima d'inverno, ignea addirittura di estate – ne faceva stragi.

Su quest'isola si pensò di deportare Dreyfus. Vi si fece immediatamente costruire una capanna, e, quando la tomba fu pronta, apprestarono la vittima.

Quindici giorni dopo l'orrida cerimonia della degradazione da noi descritta nel capitolo precedente, alle dieci di sera di un freddo giovedì, l'ex-capitano partiva dalla prigione della Sanità, per essere trasportato all'isola del Re, luogo di partenza pei condannati alla deportazione alla Guiana.

Dreyfus è completamente raso, vestito dell'abito nero dei prigionieri, ed aspetta in cancelleria seduto sopra una panca.

Sin dalle sei il carrozzone cellulare del Ministero dell'Interno, era pronto nel cortile della prigione.

Compite le formalità di registro, il prigioniero fu dai carcerieri, consegnato ai gendarmi, che lo condussero alla stazione d'Orleans, dove fu rinchiuso nel vagone destinato esclusivamente ai condannati al bagno.

Il giorno dopo, a mezzogiorno e 57 minuti, giunse alla Roccella. Quindi non sospettando le mene dell'arrabbiato partito antisemita, non fu presa alcuna precauzione straordinaria.

Intanto, organizzato a Parigi, tutto un infernale piano era stabilito, per chiudere per sempre la bocca all'infelice vittima.

Ma anche questa volta la provvidenza intervenne, e alla folla, che volle precipitare nei flutti la barca che portava Dreyfus, furono legate le mani.



Impotente a mandare ad effetto il sinistro progetto, un sol grido, un grido lunghissimo e clamoroso, dalla spiaggia, inseguì il battello *Nenuphar*, che trasportava Dreyfus prima all'isola del Re, indi a quella del Diavolo: e l'urlo era questo:

— All'acqua il maledetto!... A morte! a morte!

Ma Dreyfus sopravvisse a tutte le insidie, sopportò coraggiosamente tutte le vigliaccherie, tutte le sofferenze fisiche e morali che per quasi cinque anni gli furono imposte. Parve come se una mano superiore lo avesse tenuto in vita, per fargli godere la sua riabilitazione, per assistere al trionfo di quella innocenza che egli aveva con tanta forza gridata innanzi al popolo imprecante!

Ed ora le parti sono mutate. L'ex-capitano, curvo ed incanutito, e quasi inebetito è vero, si leva, — tragica ombra di giustizia! — innanzi a coloro che lo accusarono, innanzi a coloro che lo insultarono: non per accusare ed insultare a sua volta — il suo cuore è troppo nobile per questo — ma per veder coronati felicemente tutti gli sforzi fatti da quel divino emblema di donna perfetta, che risponde al nome, sacro oramai, di Lucia Dreyfus, e per poter gridare al mondo intero che il suo onore e quello dei figli suoi è puro come l'ostia del ciborio!

## Parte seconda

### Sepolto vivo

I giudici militari, non così completamente traviati come i loro superiori avrebbero voluto, nell'emanare la condanna contro un uomo di cui essi conoscevano l'innocenza, non ebbero il coraggio di sentenziarne la fucilazione. Pena che, pel delitto onde il Dreyfus era accusato, non poteva non applicarsi e la modificazione della quale sorprese fino al delirio l'intera Francia.

Perchè, come tutti logicamente avevano preveduto, o dal processo il Dreyfus risultava innocente, ed allora niente condanna, o risultava reo, ed allora la fucilazione. Il dilemma era breve e chiaro.

Ma così non fu: le ragioni di ciò le abbiamo abbastanza spiegate innanzi.

Ora una simile condanna certo non poteva andar molto a sangue a coloro che tenevano tanto a far sparire dalla faccia della terra l'uomo la pruova della cui innocenza li avrebbe perduti. Pruova che, lui vivo, poteva un giorno o l'altro venire a galla, e, lui morto, non se ne sarebbe parlato più.

Allora pensarono di gettarlo a marcire nella tremenda Isola del Diavolo, impedendogli qualunque comunicazione col mondo, e infliggendogli i più duri castighi per trascinarlo al più presto nella tomba.

Sei persone furono addette a sorvegliarlo, le quali dovevano tener informati i loro superiori di tutti i più piccoli atti del prigioniero, non perdendolo di vista un sol momento, con l'ordine di non rivolgergli mai la parola, in nessuna circostanza e sotto nessun pretesto. In tali terribili condizioni il Dreyfus, per non farsi vincere dalla noia, e per scacciare lungi da sè quella malinconia che tanto l'opprimeva, nel luglio del 1895, chiese di volersi occupare in lavori di falegname. Fu respinta però la sua domanda, temendo che egli volesse servirsi dei ferri di quel mestiere, allo scopo di poter favorire la propria evasione.

Nel 1896 aumentarono i rigori; il 4 settembre lo misero ai ferri; ed ordinarono che fossero sequestrate tutte le lettere a lui dirette, ed impedito l'invio di derrate alimentari.

Per un non giustificato sospetto di fuga, lo misero ai ferri per quarantaquattro giorni. La casupola che abitava fu circondata da una palizzata, che gl'impediva di vedere il mare.

Il 9 giugno 1897 verso le nove di sera, i suoi guardiani rapportarono di aver visto partire un razzo dall'isola; al che immediatamente il loro capo telefonò, chiamando soccorso, alla vicina Isola Reale.

Nello stesso momento si vide avanzare una grossa goletta all'entrata del golfo formato dalle Isole di S. Giuseppe e del Diavolo.

«Ordinai – scrive il sorvegliante – di tirare tre colpi di cannone a polvere. Appena questo fu fatto la goletta virò di bordo e scomparve.

Alle ore 9,25, cioè appena sparati i tre colpi, il sorvegliante si recò alla casa di Dreyfus.

Al rumore delle detonazioni il deportato si era svegliato, e trovavasi seduto in mezzo al letto, immobile. I suoi occhi, a quanto afferma l'agente, scintillavano di bagliori strani.

Più tardi, ai principii del mese di agosto dello stesso anno, si fece mutare dimora al prigioniero; il quale condotto in altra parte dell'Isola micidiale, esclamò:

— Ah! è qui che mi si vuol seppellire!

Le torture maggiori del condannato erano le prove a cui lo si sottoponeva continuamente, perchè, pur non essendo colpevole, si confessasse reo di quella colpa che gli addebitavano. Ma il capitano protestava sempre la propria innocenza, ciò faceva arrabbiare coloro che volevano farlo passare per traditore.

Essi pretendevano che il Dreyfus fosse pel primo convinto di aver commesso il delitto imputatogli,

sol perchè ne scontava la pena. Così, dal momento che egli era stato punito, doveva aver commesso senza dubbio la cattiva azione imputatagli.

Quando il padrone calpesta un piede per inavvertenza al cane, l'animale crede che lo si è fatto del male, perchè è colpevole di qualche cosa che non avrebbe dovuto fare e corre subito ad accucciarsi in un canto, guardando il padrone con occhi supplichevoli, come se lo pregasse di perdonarlo dell'involontario fallo.

I Mercier, i Paty du Clam, i Gonse e compagnia bella, avrebbero desiderato che il Dreyfus si fosse fatto guidare dalla stessa logica del cane. Ma invece egli non si stancava di gridare a voce alta la propria innocenza. Ed il 15 agosto del 1896, singhiozzando, così si esprese:

— Il comandante De Paty du Clam mi promise, sul suo onore di soldato, che avrebbe continuato le ricerche per scoprire la verità. Non avrei mai pensato che dovessero durar tanto.

Il 31, non ricevendo lettere della famiglia pianse lungamente, dicendo:

— Sono dieci mesi che soffro orribilmente!

Il 2 ottobre avendo ricevuto in una volta quattordici lettere, esclamò, dopo lunga riflessione:

— È da parecchio tempo che avrei dovuto cacciarmi una palla nel cervello. L'avrei fatto se non avessi moglie e figli!

E quello stesso giorno volle telegrafare queste parole:

«Ricevuto lettere, salute buona, Baci.» ma gli fu formalmente vietato di farlo. Divieto che fece passare al disgraziato tutto il resto di quel giorno seduto sopra uno scoglio in faccia al mare, a piangere amaramente.

Trascorse più di un altro anno in queste alternative di continui dolori. Infine, stanco ed esaurito, in un momento di profondo scoraggiamento, chiese alla farmacia della prigione un veleno, per porre termine alla sua penosa esistenza.

«Quando mai – esclama – si crederà che sono una vittima? Se ci sono colpevoli si devono trovare. È il Ministero della Guerra, che mi ha colpito per coprire infamie commesse da altri!

Gli 11 dicembre 1897, disse al medico:

— Dottore, sono stremato di forze, temo anzitutto di perdere il cervello. Preferisco morire. Già sono sulla via di andarmene. Soltanto vi prego di tenermi su ancora per un mese. Se allora non avrò ricevuto notizie della mia famiglia sarà la fine. Non temo la morte.

Durante quattro anni scrisse ai suoi mille lettere così piene di turbamento, così emozionanti che il comandante dell'isola della Salute proibì ai custodi di leggerle, temendo che divenissero meno rigorosi.

Nel febbraio del 1895, si lagnò, accusando palpitazione di cuore e accessi di soffocazione.

Disse:

— Nulla potete fare: il mio male dipende dalla mia situazione.

Chiese nondimeno un medico; gli fu rifiutato.

Nel 1896 ebbe violenti accessi di febbre. Una notte di giugno, tentando di alzarsi, cadde entro una cassa di immondizie e si ferì al viso e alla fronte. Dovettero rialzarlo. Fu colpito da sincope.

Faceva spesso uso di cloralio.

La *Petite République* racconta che appena trasportato all'isola del Diavolo, si era stabilito di assassinare Dreyfus al minimo sospetto di fuga; e che si organizzarono parecchie congiure per tendergli agguati, nei quali egli cascò.

Un giorno gli fecero pervenire un telegramma infame, in cui gli si annunciava che la moglie aveva partorito.

E questo quando il prigioniero si trovava sepolto vivo già da due anni!

Nell'apprendere l'orribile notizia Dreyfus svenne, e per tre mesi non scrisse alla famiglia. Ma tornato in sè stesso, e soprattutto interrogando la sua coscienza sul conto di quell'angelo che egli aveva scelto per compagna della sua vita, capì che era stato vittima di un'infame calunnia. Temprò l'animo suo, e superando con coraggio più che umano ogni nuova tortura, sopportando in pace perfino il supplizio dei ferri, nei quali era spesso stretto senza alcuna ragione, attese fiducioso l'ora della giustizia che doveva scoccare, per salutarla con tutte le forze di chi, privato iniquamente della vita civile, sa che un giorno dovrà ad essa di bel nuovo rinascere!

## Il sangue di Abele

Alfredo Dreyfus, dal fondo dell'Isola del Diavolo, indirizzò moltissime lettere a Felix Faure, che successe a Casimir Perier, alla presidenza della Repubblica Francese. Ma il Faure, non sappiamo se più o meno colpevole del Perier – il quale pur avendo dei sospetti sulla condanna del Dreyfus, si dimise dalla sua alta carica, senza chieder conto ai generali del loro operato, prolungando così l'agonia del povero innocente – Il Faure, dicevamo, non sappiamo se più o meno colpevole del Perier, lasciò senza risposta nè si curò delle lettere che il Dreyfus gli inviava.

Eppure il linguaggio dell'infelice avrebbe mosso a compassione un cuore di bronzo.

Riportiamo qui alcuni brani staccati da una di quelle lettere, che, a parte qualunque prova giuridica, basterebbero a dimostrare l'innocenza lampante del suo autore.

Alfredo Dreyfus il 1897 così scriveva:

Signor Presidente,

*Io vi aprirò il mio cuore, certo che mi comprenderete, e domando soltanto la vostra indulgenza sulla forma e sulla sconnessione del mio pensiero.*

*Ho sofferto troppo, sono troppo rovinato moralmente e fisicamente, ho il cervello troppo confuso per poter fare ancora lo sforzo di raccogliere le mie idee.*

*Ciò che ho sofferto dal principio di questo dramma, solo il mio cuore la sa. Spesso ho invocato la morte con tutte le forze.*

*Mi sono sottomesso legalmente, scrupolosamente a tutto; sfido chiunque a farmi il rimprovero d'un atto scorretto. Non ho mai dimenticato, non dimenticherò mai, finchè avrò vita, che in questa orribile faccenda s'agita un doppio interesse: quello della patria, e quello mio e dei miei figli, tutti egualmente sacri.*

*Sotto le ingiurie più abbominevoli, quando il dolore diveniva tale che la morte mi sarebbe stata un beneficio, quando la mia ragione si annientava, quando era tutto straziato nel vedermi trattato come l'ultimo dei miserabili, quando, infine, un grido di rivolta sfuggiva dal mio cuore al pensiero dei miei figli che crescono e il cui nome è disonorato... è verso voi, signor Presidente, è verso il Governo del mio paese che si elevava il mio grido supremo, è da quella parte che si volgevano i miei occhi, il mio sguardo desolato.*

*Certo ho avuto momenti di collera, atti di impazienza, mi son lasciato talvolta sfuggire tutta l'amarrezza che può scaturire da un cuore ulcerato, divorato da affronti, straziato nei suoi sentimenti più intimi. Ma non ho dimenticato mai un sol momento che al di sopra delle passioni umane c'è la patria.*

*Eppure la situazione che mi si era fatta è diventata ogni giorno più atroce; i colpi han continuato a piover su di me senza tregua.*

*Aggiungete al mio dolore così atroce, così intenso, il supplizio dell'infamia, quello del clima, della quasi reclusione... Vedermi oggetto del disprezzo spesso non dissimulato e del sospetto costante di quelli che mi custodiscono notte e giorno, non è troppo, signor Presidente, per un essere umano che ha fatto sempre e ovunque il suo dovere?*

*La mia misera condizione non ha pari; non c'è minuto della mia vita che non sia un dolore; quali che siano la forza d'animo, la coscienza d'un uomo... io non reggo... e la tomba mi sarebbe un beneficio.*

*E allora, signor Presidente, in questa desolazione profonda dell'essere torturato dai supplizi, in questa situazione d'infamia che mi spezza, nel dolore che mi stringe la gola e mi soffoca, col cervello allucinato pei colpi che mi percuotono senza tregua, è a voi e al Governo del mio paese*

*che lancia il grido d'appello, certo che sarà ascoltato...*

*Io domando al mio paese di fare la luce piena e intera su quest'orribile dramma, perchè il mio onore non gli appartiene: è il patrimonio dei miei figli. E domando pure con tutte le forze dell'anima mia che si pensi alla situazione atroce, intollerabile, peggior della morte, di mia moglie, dei miei, che si pensi pure ai miei figli, ai miei cari bambini che crescono, che sono dei paria, perchè si facciano tutti gli sforzi possibili, tutto quello in una parola, che è compatibile con gli interessi del paese per mettere fine al più presto al supplizio di tanti esseri umani.*

Anche un fanciullo, leggendo una simile lettera, non esiterebbe un sol istante a gridare che chi scrive in tal modo non può essere colpevole. Solo la verità e l'innocenza possono dettare frasi così commoventi. E poi, notate bene, il Dreyfus, non è per sè che chiede sia fatta la luce sul processo, non per riacquistare la propria libertà, e por termine a tutte le torture di cui era vittima. No!

Egli tira in campo un argomento innanzi a cui non si deve resistere: l'onore della sua famiglia macchiato, l'avvenire dei suoi figli compromesso e per sempre! Con qual cuore il signor Faure, dava al cestino questo monumento di pietà, senza che una sola voce mormorasse nella sua coscienza d'interessarsi ad un così grande disgraziato?... Ma Felix Faure non è più; in questo momento si trova al cospetto di un Giudice pel quale non esistono nè *dossiers* segreti, nè ragioni di Stato, ed avrà già reso conto dei suoi torti. Lasciamo a questo Giudice supremo il premio e la pena che spetta ai trapassati, e noi torniamo ad occuparci di coloro il cui operato appartiene ancora ai giudici di questo mondo.

La verità porta in sè una forza di penetrazione che non hanno affatto nè l'errore, nè la menzogna. Se questo grande assioma umano avesse guidato la coscienza dei carnefici di Dreyfus, se esso si fosse una sola volta presentato alla loro chiaroveggenza, certo non avrebbero dormito sonni tranquilli, nè si sarebbero affannati a gettar l'acqua sul fuoco, sapendo bene che, un giorno o l'altro, la verità doveva brillare di quella sua fulgida luce, che la fa scorgere dai punti più lontani, essendo essa la lanterna di quell'abbagliante faro che si chiama giustizia.

Dopo tre anni, tre lunghissimi anni dalla infame condanna che relegava Alfredo Dreyfus all'isola del Diavolo, son cominciate a venir su le prove della sua innocenza.

Una rivista Inglese «*Il Mondo ebraico*» sotto il titolo «I tre anni di silenzio» pubblicò un'originalissima corrispondenza da Parigi, ricordando come l'ex-capitano Dreyfus, avea predetto, il giorno dopo la sua degradazione, o che in capo a tre anni la sua innocenza sarebbe dimostrata, o che egli si sarebbe fatto saltar le cervella.

L'ex-capitano calcolava che solo dopo tre anni la sua innocenza poteva essere riconosciuta, perchè per tale epoca il colonnello Schwartzkoppen, addetto militare tedesco a Parigi, doveva essere tornato a Berlino, ed il governatore di Parigi, generale Saussier, avrebbe raggiunto quel limite di età che doveva farlo andare al riposo.

Siano queste, siano altre ragioni, certo che dopo essere stato avvolto per tre anni nelle tenebre, l'affare Dreyfus incominciò a tormentare gli animi della folla in tal modo che la Francia ne fu perturbata.

Il primo a muovere in favore del Dreyfus fu, quantunque inconsciamente, un giornale americano, che, non sappiamo fondandosi su quali basi, dava notizie precise sull'evasione del condannato dall'Isola del Diavolo e narrava i particolari più strani intorno alla fuga, dando perfino le cifre in due milioni di franchi, che essa sarebbe costata al fratello ed alla moglie del Dreyfus, che ne erano stati gli organizzatori; e che per procurarsi una somma così rilevante, avevano dovuto ricorrere all'aiuto dei banchieri ebrei più facoltosi, tra cui si fece perfino il nome dei Rothschild. In tal modo la cosa diventava possibilissima.



Una nave americana o tedesca – era questo l'unico dubbio del giornale americano – si era avvicinata di notte all'isola della Guiana; dopo aver incrociato al largo per un buon pezzo, gli uomini dell'equipaggio erano riusciti a mettere in salvo il condannato, corrompendo due guardiani con l'oro, ed ammazzando a colpi di pugnale gli altri che non avevano voluto cedere.

Fu a questo proposito che il *Figaro* pubblicò nelle sue accreditate colonne un lunghissimo articolo, portante al piede la firma di Gaston Calmette; rimettendo – per dirla con una espressione francese – l'affare sul tappeto e riempiendo di panico la banda Mercier, Du Clam, Henry e compagnia.

Il Calmette, rifacendo sommariamente la storia del disgraziato processo, per ricordarla ai suoi lettori, smentiva la voce di evasione messa in giro dalla stampa americana e narrava tutte le torture che si facevano subire al povero condannato, dicendo, che, da parte del Governo, non si era fatto se non un sol passo in favore di Dreyfus, e che esso emanava dal signor Chantemps, ministro delle colonie al tempo del ministero Ribot.

Questo signor Chantemps mosso a compassione dell'iniqua sorte serbata al deportato, avrebbe, per mitigarne le sofferenze, indirizzato un telegramma al Governatore della Guaiana, pregandolo insistentemente a che si cooperasse in modo da permettere alla signora Dreyfus di raggiungere il marito.

Una simile notizia mise in piè d'arme tutti i giornali contro il signor Chantemps, il quale a sua volta si affrettò a smentire la voce del *Figaro*, che lo aveva creduto capace di un tale atto d'umanità.

## Il primo lampo

Messa da questi fatti in movimento l'immaginazione dei giornalisti, s'incominciarono ad insinuare nell'animo della folla i dubbi più tremendi sul processo Dreyfus, avvenuto come si sa, a porte chiuse: e non soltanto il pubblico francese, ma anche, ciò che complicava maggiormente l'affare, quello delle altre nazioni prese a mormorare.

Le cose giunsero a tal punto che il Governo si credette in dovere di calmare questa sorda agitazione, incaricando l'*Eclair*, giornale molto diffuso ed autorevole, a dare le prove sulle quali si era basato il Tribunale militare per infliggere la terribile condanna. Prove avvolte naturalmente in una misteriosa riserva, che si diceva necessaria pel carattere diplomatico del fatto.

E così venne in luce quell'accozzaglia di menzogne che era l'atto di accusa del commissario del Governo, comandante d'Ormescheville, secondo il quale Alfredo Dreyfus era imputato di:

1.° Aver tenuto durante i due anni che fu allo stato maggiore una condotta sospetta, lasciandosi sorprendere ad ora tardi, all'infuori delle ore adibite al lavoro, in ufficii che non erano il suo, e dove la sua presenza non era necessaria;

2.° Di avere spesso cercato di fare il suo servizio in ore diverse da quelle che il regolamento imponeva, per poter così rimanere senza testimoni, e procurarsi quei documenti che potevano interessarlo;

3.° Che il capo-sezione, durante il tempo che egli fu al quarto ufficio, lo aveva parecchie volte sorpreso a studiare i *dossiers* di mobilitazione, e ciò a detrimento del servizio corrente;

4.° Che nell'interrogatorio subito davanti l'ufficiale di polizia giudiziaria, cadde in molte contraddizioni: cioè che aveva dapprima detto parergli di riconoscere nel documento incriminato – il famoso *bordereau* – la scrittura di un ufficiale addetto agli uffici dello stato maggiore, e poi aveva smentita questa deposizione, la quale, del resto, cadeva da sè stessa, nel confronto sostenuto colla scrittura dell'ufficiale indicato;

5.° Che nel primo interrogatorio aveva sostenuto non essere i documenti segreti e confidenziali troppo al sicuro negli uffici nei quali si trovavano; cosa non confermata da nessuno dei testimoni chiamati a deporre in proposito. Dreyfus doveva quindi avere uno scopo nel deporre simile falsità;

6.° Che le risposte da lui date in tutti gl'interrogatorii si ottennero sempre con grandi stenti, ed erano dette con frasi vaghe ed oscure;

7.° Nel confronto di queste risposte colle deposizioni dei testimoni, ne risultava questa impressione: che Dreyfus voleva nascondere spesso la verità, e che tutte le volte che si sentiva preso, sapeva uscir d'impaccio con un'abilità non comune, cosa che dimostrava uno spirito agilissimo, ed una abitudine alla menzogna; e che giustificava i sospetti caduti su di lui da parte dei capitani Boullenger, Besse e Maestre maggiormente quelli di quest'ultimo, il quale si rifiutò di comunicargli alcuni lavori confidenziali;

8.° Che, d'altronde, anche fuori dell'ufficio la condotta del Dreyfus era lontana dall'essere esemplare: Prima del matrimonio era in relazioni galanti con la signora X... , di età maggiore della sua e moglie di un ricco negoziante di Parigi. Nel medesimo tempo egli era pure in relazioni con una certa signora Dida, più vecchia di lui, maritata, ricchissima che aveva reputazione di pagare i suoi amanti e che alla fine del 1890 fu assassinata a Ville d'Avray da Wladamiroff. Il capitano Dreyfus, allora alla scuola di guerra, fu citato come testimone.

«Prima del matrimonio Dreyfus era un donnajuolo; nè si crede che dopo il matrimonio abbia cangiato le sue abitudini a questo riguardo. Egli infatti ebbe relazioni con la signora Y... e la signora Z... La prima, austriaca, parlava molte lingue, soprattutto il tedesco, ed aveva un fratello ufficiale

nell'esercito austriaco.

«Il capitano Dreyfus le indicò la sua qualità, le scrisse, le fece delle visite, e finalmente parve che l'abbandonasse perchè credette che non fosse cattolica; in seguito l'ha trattata di sucida spia, e, dopo il suo arresto il suo spirito è colpito dall'idea che essa lo abbia tradito.

9.° Che, per quanto riguarda i viaggi del Capitano, risulta che egli poteva recarsi in Alsazia quando lo credeva, e che le autorità tedesche chiudevano gli occhi sulla sua presenza;

10.° Che, all'infuori di quanto precede, il capitano Dreyfus possiede estese conoscenze, memoria notevole, parla parecchie lingue e specialmente il tedesco, che conosce a fondo l'Italiano di cui egli pretende non avere che vaghe nozioni. È dotato di un carattere pieghevole, quasi ossequioso, che conviene molto nelle relazioni di spionaggio cogli agenti stranieri. Il capitano Dreyfus era quindi indicato per la miserevole e vergognosa missione ch'egli aveva procurata ed accettata, ed alla quale, fortunatamente per la Francia, la scoperta ha messo fine.

«In conseguenza, siamo d'avviso che il capitano Dreyfus sia sottoposto a giudizio sotto accusa di avere consegnato ad una potenza estera un certo numero di documenti segreti interessanti la difesa nazionale; e di essere anche stato in relazione con questa potenza per procurare ad essa i mezzi di commettere ostilità e di intraprendere la guerra contro la Francia».

Questa gran pappolata, che noi abbiamo fatto il possibile di accennare per sommi capi, fu come l'osso dato in bocca al cane ringhioso. Immediatamente gli animi francesi furono calmi ed applaudirono l'esercito, scagliando vivamente tutte le ingiurie di cui sono pieni i dizionarii dei loro diversi gerghi contro il traditore Dreyfus.

A confutare questo ammasso di corbellerie si levò un uomo ricco d'ingegno e di cuore, il signor Bernardo Lazare, lanciando, come una frustata in faccia alla folla, il suo opuscolo intitolato: «*Un errore giudiziario*». **La verità sull'affare Dreyfus.**

In esso il valente scrittore dimostrava con argomenti, che lo spazio concessoci da questo lavoro – con nostro rincrescimento – non ci permette di pubblicare, come tutto l'atto di accusa era una menzogna da capo a fondo; essendo falsificati o puramente immaginari i fatti su cui s'era basato l'istruttore per metterlo in piedi. Dimostrava chiaramente come il Dreyfus non poteva essere l'autore del *bordereau* che ne aveva cagionato la condanna, non trovandosi egli, per le sue speciali attribuzioni negli uffici dello stato Maggiore, in grado di fornire quei documenti, di cui in esso *bordereau* era fatto cenno; e con un acuto studio calligrafico sulla lettera incriminata, dimostrava tutta la buaggine dei periti e notevolmente quella del signor Bertillon grafologo capo.

Contro il Lazare levò prima la voce il *Matin*, certamente dietro istigazioni dei capi dell'esercito, quei capi sulla cui coscienza pesava il delitto della condanna Dreyfus.

Il *Matin*, accumulando errori ad errori, e chiamando sempre in suo aiuto l'autorità dei cinque periti calligrafi Chevaray, Gobert, Peltier, Meyssonières ed il *celebre* Bertillon, capo del servizio antropometrico, si dava a studiare i fac-simili del famoso *bordereau* paragonandolo con molte lettere del Dreyfus, e conchiudendo, dopo un esame accurato, che quel documento non poteva essere scritto da altri che dal Dreyfus, e che chiunque metteva in dubbio la reità del condannato, era un calunniatore di quell'esercito che formava l'orgoglio della Francia. Aggiungeva che pure questi sobillatori erano gente venduta al sindacato di cui era anima il ricchissimo banchiere Rothschild, e che ciò bastava per dimostrare come, a forza di danaro, si può corrompere qualunque coscienza.

Non aveva torto il *Matin*, perchè appunto a forza di danaro i capi dell'esercito commisero la più grande infamia del secolo!

Al *Matin* fece coro un'infinità di altri giornali più o meno importanti, e tante ne dissero da convincere radicalmente il buon popolo di Francia, che sulla condanna non doveva muoversi neppure

il più lontano dubbio, e che se non si facevano brillare alla luce del sole, gli altri documenti, che, oltre al *bordereau*, formavano la prova del tradimento dell'ebreo maledetto, era perchè si sarebbe potuto compromettere la tranquillità dello Stato, trascinandolo ad una guerra sicura con la Germania. Anzi si fece pure strombazzare che era meglio tacere sull'affare perchè già l'ambasciatore tedesco aveva ordine formale, complicandosi ancor più le cose, di chiedere i passaporti ai suoi sudditi, e dichiarare la Guerra.

L'effetto ottenuto da simili sproloqui fu immediato. L'affare Dreyfus parve di nuovo seppellito nel silenzio.

## Il filo d'Arianna

Picquart, ecco il nome di un soldato francese innanzi a cui bisogna inchinarsi; egli, fra tutte le turpi figure di generali corrotti, senza fede e senza coscienza, che hanno trascinato nel fango l'onore dell'esercito di Napoleone, si leva superbo, circondato dalle antiche virtù che hanno sempre fatto amare il soldato di Francia: la generosità, la lealtà, il coraggio!

Col grado di tenente-colonnello fu chiamato a sostituire nell'ufficio d'informazioni allo stato Maggiore il colonnello Sandherr, obbligato dalla paralisi a lasciare il suo posto. Accortosi che dall'ufficio segreto venivano trafugati dei documenti, egli si ricordò che appunto a causa di queste *fughe* era stato condannato Dreyfus, ed allora, naturalmente, sorse nel suo spirito quest'idea: «Se il Dreyfus fosse stato il vero, l'unico autore di questi furti in danno della Repubblica, essi, dopo la sua relegazione all'Isola del Diavolo, non si sarebbero più dovuti verificare; quindi, logicamente, o il Dreyfus aveva dei complici, che, lui soppresso, continuavano la sua opera obbrobriosa, o Dreyfus era innocente, e bisognava trovare il colpevole».

Da questo momento Picquart non ebbe più pace; si dié a continue ricerche, ad infinite e scrupolose indagini; finalmente un giorno gli cadde sott'occhio un lettera-telegramma (*petit-bleu*) firmata dal comandante Estèrhazy, il testo della quale, molto sospetto, lo impensierì. Allora prese informazioni su di lui, e ne ebbe delle pessime. La sua situazione economica era precaria. Egli era continuamente minacciato dagli uscieri. Manteneva un'amante molto lussuosamente, e con mezzi indelicati erasi appropriato una parte della dote di sua moglie.

Più tardi seppe pure che questo Estèrhazy, cercava di entrare al Ministero della Guerra per essere impiegato al servizio d'informazioni, oppure alla sezione tecnica di fanteria; e che era in istretta relazione con un tal Maurizio Weill, il quale era stato precedentemente al servizio d'informazioni con Henry. Ricevette poi dal capitano Calinon Maison due lettere di Estèrhazy, le quali lo impressionarono vivamente, giacchè la calligrafia di costui era del tutto simile al famoso *bordereau*, in base al quale fu condannato Dreyfus.

Da questo momento egli ebbe la piena convinzione dell'innocenza di Dreyfus, e della colpeabilità di Estèrhazy.

Scrisse subito al Generale Gonse, allora lontano da Parigi, per informarlo della sua scoperta; e, visto che questi non pigliava la cosa molto a cuore, incominciò a muovere un vespaio intorno all'affare.

Ciò parve non andasse troppo a sangue ai capi dell'esercito, ed al Ministro della Guerra in particolare, e così, sotto il pretesto di affidare al Picquart una missione di somma delicatezza, lo fecero partire dalla Francia, inviandolo prima in Algeria, poi in Tunisia. E visto che, anche dalle terre africane, egli continuava ad insistere per l'affare Dreyfus, il Generale De Boisdeffre, pensò di sbarazzarsi del tutto di quell'importuno mandando quest'ordine al comandante la divisione del Picquart: «Inviate il colonnello Picquart, con venti uomini, a reprimere i torbidi scoppiati nel sud Orane.» Ciò che valeva una sentenza di morte.

Ma il generale comandante si rifiutò, con l'appoggio delle leggi militari, di rendersi complice di simile carneficina.

Non sapendo a quali mezzi ricorrere per mettere Picquart in male acque, si fabbricarono due nuovi documenti falsi. E propriamente in data del 10 novembre 1897 partirono da Parigi i seguenti telegrammi:

«1.° *Arretez – Demi-Dieu – Tout est découvert – Affaire très grave – Speranza*».

«2.° *On a des preuves que la petit-bleu a été fabriqué par Georges – Blanche*».

E ciò con lo scopo principale di addossare al Picquart la paternità del *petit-bleu* che comprometteva Estèrhazy, cosa invece che complicò maggiormente la posizione di quest'ultimo.

Più tardi, all'epoca del processo Zola, di cui c'intratteremo fra poche pagine, il Picquart per aver deposto quello che la sua coscienza di uomo onesto gli dettava, fu rimosso dal grado e dall'impiego, e collocato a riposo con una pensione di cinque franchi al giorno!!

Un'altra voce si levò in quel tempo a favore del Dreyfus, una voce che avrebbe dovuto essere ascoltata con tutto il rispetto e la devozione che si doveva a chi la pronunciava, giacchè questi rappresenta uno dei più vecchi e provati difensori della Repubblica, uno di quei pochi uomini la cui lunga esistenza è stata spesa per veder sempre più innalzate le sorti della sua patria: il nobile senatore alsaziano Scheurer-Kestner. Egli sin dai primi tempi del processo, invitato dai suoi amici ad interessarsi in prò della vittima, aveva sempre rinunciato ad entrare in lizza, perchè non era sicuro dell'innocenza del condannato; però il nobile vegliardo spendeva tutta la sua energia per essere illuminato; e quando ebbe raccolto tali documenti da far tacere tutti i dubbii della sua inflessibile coscienza, si affrettò a muovere pratiche presso il Ministro della Guerra, per ottenere la revisione del processo, o almeno perchè gli si mostrassero quelle prove contenute nel famoso *dossier* segreto, che avevano obbligati i giudici a condannare il Dreyfus.

E l'una e l'altra cosa furono negate a colui che, più di ogni altro rappresentante il Governo, aveva il diritto di essere obbedito; e fu tale e tanta l'indignazione del senatore per questo fatto, che scrisse al giornale il *Temps* una lettera di fuoco, la quale certo ha contribuito in gran parte all'annullamento di quella infamia che fu la sentenza del 1894.

Contemporaneamente Matteo Dreyfus, il fratello della vittima, che, come è naturale si adoprava a tutt'uomo per dimostrare l'innocenza del proprio sangue, per lavare dal nome della sua famiglia quella macchia di obbrobrio che la vergognosa setta dei Mercier, dei du Clam, degli Henry ecc. aveva tentato di stamparvi, e per strappare da quell'inferno in cui penava, senza colpa nè peccato il povero fratello suo; ogni lettera del quale era per lui, come per ognuno degli altri parenti, peggio di una stiletta al cuore; Matteo Dreyfus, dicevamo, appurò chi era il vero traditore, colui che aveva scritto il *bordereau* che si era voluto attribuire al fratello; e senza por tempo in mezzo scrisse una lettera al Ministro, indicandogli il nome del sinistro organizzatore, che era quello di Walsin-Estèrhazy, maggiore di fanteria, in quel tempo collocato in aspettativa, per infermità temporanea.

Dopo una simile denuncia Estèrhazy, vistosi scoperto, si diede da fare, ed in compagnia del comandante Pauffin de S. Morel, capo gabinetto di Boisdeffre, si recò da Rochefort, per far incominciare una campagna in suo favore. Noi sappiamo pur troppo come fu servito a dovere!

A tutte queste accuse però le autorità non poterono, quantunque loro malgrado, non interessarsi; ed il generale Pellieux iniziò *pro-forma* un'inchiesta contro Estèrhazy; al quale i suoi giudici stessi consigliavano come doveva comportarsi per non apparire reo di quel delitto che a loro premeva di attribuire a Dreyfus. Anzi per togliere qualunque dubbio dall'animo del pubblico, fecero scriver ad Estèrhazy la seguente lettera al generale Pellieux:

«Mio Generale,

«*Innocente io subisco da quindici giorni una tortura sovrumana.*

«*Credo che già voi abbiate tutte le prove dell'infame complotto ordito per rovinarmi; ma bisogna che queste prove siano pubblicate in una discussione giudiziaria più larga che sia possibile, e che si faccia la luce completa.*

«*Attendo dalla vostra equità un rinvio innanzi al Consiglio di Guerra di Parigi.*

*Estèrhazy»*

E così il pugno di polvere fu gettato negli occhi dei gonzi; e fu tanto energico da accecare il



popolo francese in tal modo che finora la sua vista non è ancora completamente schiarita.

Fu composto subito un Consiglio di Guerra, ed il processo Estèrhazy andò a bollare di una nuova macchia d'infamia il tribunale militare francese.

Il Consiglio di guerra giudicò anche questa volta a porte chiuse, adducendo sempre quei tali segreti di Stato, che, come si è visto in seguito, non consistevano, se non nel fatto di poter condannare ed assolvere a loro piacimento, senza incomodi testimoni! Ed Estèrhazy, quell'uomo di fango, quell'impasto di vizii e di nefandezza, fu dichiarato un galantuomo degno di tutti i più devoti rispetti, e ciò ad unanimità dei membri componenti il tribunale.

Non c'è che dire, la disciplina in Francia è in gran conto; i subordinati obbediscono anche quando i loro capi comandano di commettere un'infamia..... Anche quando essi ordinano di coprire di onta un uomo onesto come il Dreyfus, e di purificare il nome di un cane senza coscienza come Estèrhazy!

Ora quando i primi sospetti contro il vero autore del *bordereau* cominciarono a venire a galla, Estèrhazy, non avendo ancora ricevuto dai suoi complici l'assicurazione di prestargli man forte, intimorito, prese il volo per Londra. In questo frattempo il giudice istruttore Bertulus perquisì la casa della Pays, la famosa amante di Estèrhazy, sequestrandovi un pacco di lettere che il *Figaro* mise in luce, e dalle quali si può vedere chi era colui che il Tribunale aveva glorificato.

Noi ci limiteremo a riportarne una sola, per dimostrare in quale concetto l'ulano<sup>[1]</sup> avesse l'armata francese.

«Tutta questa gente – parla dei capi dell'esercito – ha impresso lo stivale dei tedeschi un po' più basso della schiena. Grandi avvenimenti si preparano, e alla prima guerra tutti questi capi poltroni ed ignoranti andranno a popolare le prigioni della Germania, giacchè tutte le farse di questi retori non hanno alcun peso di fronte ai bei reggimenti prussiani ben comandati. Sarei curioso di sapere qual'è il limite della potenza di questo popolo francese, che è indiscutibilmente la più antipatica razza che mi conosca».

A simile lettera qualunque commento sarebbe superfluo; basterà paragonarla con quella che il Dreyfus scrisse dall'Isola del Diavolo da noi pubblicata, per convincersi quale differenza correva tra colui che lo Stato Maggiore volle salvo ed il reo.

**Io accuso!**

Click to edit this text.

## Sulla via della verità

Curioso! Nonostante tutte le sue vittorie lo stato Maggiore paventava! Mercier, Paty, Henry, Estèrhazy e socii non trovavano un momento di requie. Essi cercavano sempre di fortificarsi dietro nuovi documenti, comunicando ai giornalisti da loro pagati continue notizie più o meno sensazionali per scuotere maggiormente l'indignazione del pubblico contro il disgraziato prigioniero dell'Isola del Diavolo.

Per tener desto questo pravo sentimento essi continuavano a giocare il dramma da noi annunziato sin dalle prime pagine di questo lavoro; e da veri personaggi da palcoscenico si davano convegni notturni, dando da fare parecchio a tutti i fabbricanti di barbe finte e di occhiali affumicati.

Misero in giro la troppo nota storiella di quella dama velata che fornì documenti serii sulla colpevolezza di Dreyfus ad Estèrhazy, e di cui questo esimio imbroglione riempì le colonne di tutti i giornali del mondo.

Venne in luce anche il non meno famoso telegramma inviato il 2 novembre 1894 al capo dello stato Maggiore italiano dall'addetto militare di Parigi, colonnello Panizzardi, del quale, come si è provato in seguito, furono fatte due traduzioni, una fedelissima, l'altra falsa.

Ecco il testo.

*«Se il capitano Dreyfus non ebbe relazioni col Ministero della Guerra italiano, converrebbe nostro ambasciatore pubblicasse smentita ufficiale per evitare commenti stampa.*

Panizzardi»

Questa era la traduzione autentica del telegramma, che fedelmente fu interpretata al Ministero degli Esteri in Francia; ma il colonnello Henry ne fece un'altra traduzione, sostituendo alla vera, questa:

*«Dreyfus arrestato. Ministero Guerra possiede prove dalle quali risulta che consegnò documenti alla Germania. Nostro emissario è prevenuto.*

Panizzardi»

Così falsato il telegramma fu messo nel *dossier* secreto, perchè i giudici condannassero il Dreyfus, e più tardi pubblicato sui giornali per traviare l'opinione pubblica.

Intanto, sotto il ministero presieduto da Brisson, la signora Lucia Dreyfus presentò al Guardasigilli Sarrien una domanda di annullamento della sentenza pronunciata dal Tribunale militare contro il consorte; ma il ministro della Guerra Cavaignac si dichiarò contrario, dicendo che si aveva la pruova della colpevolezza. Ed allora ecco tornare di nuovo alla carica Picquart, il quale affermò recisamente che era pronto a dimostrare come il Cavaignac s'ingannava, giacchè i due documenti da lui presentati alla Camera nel 1894 non si riferivano a Dreyfus, ed erano stati fraintesi, e quello del 1896 era apocrifo. Immediatamente contro Picquart, fu spiccato mandato di arresto; e fu arrestato pure l'Estèrhazy per aver percosso a tradimento con un bastone, sulla via, il colonnello Picquart; si dice però che sia stata ben altra e più grave la ragione di quest'ultimo arresto.

Qualche mese dopo il colonnello Henry, in seguito a circostanze di cui la causa è avvolta, come del resto tutto ciò che riguarda l'affare Dreyfus, ancora nelle tenebre più fonde, dovette confessare la falsità da lui commessa coll'apocrifa traduzione del telegramma da noi pubblicato. In seguito a che, il 30 agosto del 1898, il Ministro della Guerra Cavaignac lo fece arrestare. Fu condotto alla fortezza di Monte Valeriano, dove il 31, con un rasoio, che forse gli fu lasciato a bella posta, si segò le canne della gola. La voce dei più vuole che l'Henry fosse stato assassinato dai suoi superiori, che egli, con la confessione di quel falso, metteva in serii imbarazzi. Il certo si è che fu trovato morto; e fu questo il fatto d'ordine giuridico di cui la Cassazione bisognava per ordinare la revisione del Processo.

L'emozione in Francia e in tutto il mondo fu immensa. Il generale Boisdeffre dovette dimettersi da

capo dello stato Maggiore. Cavaignac si dimise anch'egli, perchè contrario alla revisione del Processo Dreyfus, che, data la tragedia Henry, non poteva non essere presa in seria considerazione, Zurlinden fu nominato Ministro della Guerra, ma si dimise a sua volta e fu sostituito dal Generale Chanoine.

Intanto altri gravi avvenimenti si preparavano. L'ora della giustizia era scoccata; la verità s'imponeva!

L'Estèrhazy messo in libertà, sia perchè era furioso contro il Ministro della Guerra, per la subita punizione, sia perchè si trovava in bisogno di danaro, dietro consiglio del sig. Strong corrispondente da Parigi dell'*Observer* di Londra, si recò in quella città.

Quivi l'ulano convenne con la direttrice dell'*Observer* che avrebbe scritto cinque articoli raccontando il modo come era stato fabbricato il famoso *bordereau*, ed in compenso di ciò chiedeva dodicimila franchi.

Estèrhazy affermò a Strong che il *bordereau* fu portato al Ministero dal colonnello Henry, il quale lo lacerò per darvi maggiore autorità, aggiungendo che quello presentato al Consiglio di Guerra non era l'originale ma una copia delucidata, che subì delle alterazioni, le quali provocarono la confusione dei periti calligrafi. Dichiarò inoltre che detto *bordereau* fu scritto da lui per ordine del colonnello Shanderr, e la dama velata non era altri che la moglie di De Paty du Clam.

Ed ogni giorno, per circa un anno, andò strombazzando a destra ed a sinistra un mondo di cose, come pure disse che dei *mille* documenti allegati al processo Dreyfus almeno 600 erano falsi.

Tutte queste notizie certo non potevano non ottenere il loro effetto, e la Corte di Cassazione fu chiamata a dare il suo verdetto. Intanto però lo stato Maggiore non stava troppo bene nei suoi panni, e per difendersi dall'accusa dell'Estèrhazy, finì col dichiarare che questi era un'anima venduta e che era stato pagato dal sindacato degli ebrei, per addossarsi una colpa che non aveva commessa!

Alla buon'ora, dunque: i farabutti cominciano a smascherarsi!

## Parte terza

### Il Calvario!

In Cassazione – Le prime due sedute pubbliche del mese di maggio 1899 furono occupate da Ballot-Beauprè, il quale presentò le sue schiaccianti conclusioni in favore del Dreyfus. Nella terza seduta il Procuratore Generale dopo aver svolto le sue argomentazioni, che ottennero il plauso di tutta la gente onesta, affermò che nulla, assolutamente nulla, ritrovavasi nel *dossier* comprovante la colpa del Dreyfus, e che tutto l'infame complotto fu ordito da De Paty, simulatore emerito, e da Henry falsario riconosciuto; e finì esclamando: «L'ora è solenne. Il paese intenderà la sentenza, il mondo intero la raccoglierà, la storia la registrerà. Il paese, il mondo e la storia da cui noi dipendiamo, giudicheranno senza appello!»

Alla quarta seduta parla l'avvocato della signora Dreyfus, l'egregio Mornard, che chiude la splendida ed efficace arringa, chiedendo che si cassi la sentenza del 1894 e si rinviì Dreyfus dinanzi ad un nuovo consiglio di guerra. Egli avrebbe potuto chiedere, più semplicemente la cassazione della sentenza senza rinvio; ma la domanda di rinvio gli fu imposta dalla signora Lucia Dreyfus, la donna coraggiosa e fiera, che desiderava che l'onore del marito e dei figli fosse altamente proclamato.

La suprema Corte di Francia, a sezioni riunite, sentenziò come giustizia voleva.

La revisione del processo fu decisa, con rinvio dinanzi al Consiglio di guerra della città di Rennes.

Fu anche autorizzata la signora Dreyfus a telegrafare la notizia al marito.

Dreyfus rispose con un telegramma, commosso e salutando la venuta dell'ora della giustizia. E la giustizia si avanzava a passi giganti, tanto che, quasi contemporaneamente alla sentenza, fu arrestato De Paty du Clam sotto accusa di falso e di uso di falso, e corse voce pure che al Picquart sarebbe accordata la libertà provvisoria.

La sentenza della corte di Cassazione favorevole al Dreyfus produsse in Francia un'emozione enorme. Si videro degl'individui abbracciarsi e baciarsi sulla pubblica via!

E così l'opinione generale cominciava a mettersi sul diritto cammino. Quelli che avevano applaudito la condanna, ora applaudevano la revisione!!

Alfredo Dreyfus, finalmente lasciò l'isola del Diavolo, e s'imbarcò sullo *Sfax*, il quale approdò in Bretagna, di dove il capitano fu subito tradotto a Rennes.

Una tremenda impressione egli fece a coloro che lo conoscevano prima del malaugurato processo, quando lo rividero scendere dal treno alla stazione di arrivo. La sua salute era addirittura rovinata, aveva l'aria molto sofferente, era quasi imbiancato e tanto curvo da parer settantenne!

La signora Dreyfus, la sposa esemplare, chiese ed ottenne il permesso illimitato di visitare il marito senza testimoni.

Al loro primo incontro non pronunziarono sillaba. Si gettarono l'un nelle braccia dell'altra piangendo! E quelle lacrime, quella stretta furono una delle più belle pagine di lirica che l'affetto umano abbia scritto nel gran libro dei tempi!

Rennes, la sede prescelta per il nuovo Consiglio di Guerra che doveva rigiudicare il capitano Dreyfus, è una antica città di circa 50 mila abitanti, distante 252 chilometri da Parigi rispetto a cui trovasi a nord-ovest. Fu capitale della Bretagna. Si adagia sui due fiumi Ille e Vilaine, che nelle sue mura formano confluente. Possiede una delle più antiche università della Francia ed una rinomata accademia di belle arti. È sede di prefettura e capoluogo del dipartimento dell'Ille e Vilaine. È sede del comando della 16.<sup>a</sup> divisione militare, dai cui ufficiali venne formato il Consiglio di Guerra. È

una città nitida, dotta, austera e tranquilla; la sua popolazione risente poco, o nulla, il contagio delle passioni dei *patriotes*, degli antisemiti, degli attuali agitatori della Francia.

Non mai la piccola e tranquilla città di Rennes vide un tanto concorso di gente. Dalle parti del mondo più remote vennero giornalisti, scienziati, curiosi e rispettabilità politiche e mondane per assistere all'interessantissimo dibattimento; chè, se i giudici si avessero dovuto attenere scrupolosamente alla quistione messa loro dalla Cassazione, la cosa sarebbe stata presto risolta, ma si annunciò che gli avvocati Demange e Labori difensori di Dreyfus avevano citato il capitano Lebrun-Renault, i senatori Scheurer-Kestner e Trarieux, il signor Hadamard, l'ex comandante Forzinetti, i generali Mercier e Sebert ed un'altra infinità di testimoni, di più il comico Quasnay di Beurepeire andava ogni giorno pubblicando articoli nell'*Echo de Paris*, nei quali affermava che egli conosceva tali segreti del fatto, che divulgandoli, Dreyfus ed i suoi difensori sarebbero liquidati; ed il Generale Mercier asseriva che anche egli avrebbe parlato forte, e che la sua testimonianza convincerebbe tanto i giudici che il pubblico sulla colpevolezza di Dreyfus; tra i testimoni citati di ufficio vi erano i nomi di un ex-presidente della repubblica francese, il Casimir-Perier, di cinque ex-ministri, di una folla di generali; si comprende quindi facilmente che, data tutta questa teatralità, la quale non trova alcun riscontro nella storia del mondo, chiunque potè, affrettossi ad accorrere sulla scena del dramma.

Quanto all'esito del processo, sin dall'inizio, si fecero le più strambe congetture, che generarono una infinità di episodii buffi. Un certo signor Carlo Lur, banchiere di Liverpool, scommise duemila sterline sostenendo che Dreyfus non sarebbe assoluto, molti altri inglesi lo imitarono chi in pro, chi in contro per somme se non così positive certo non meno rilevanti.

Intanto il Consiglio di Guerra che doveva rigiudicare Dreyfus fu così costituito:

Presidente, colonnello Jouaust; presidente supplente, Joindy; giudici, tenente colonnello Bregniart, comandanti di battaglione Profilliet, Laucran e Marie; membro supplente, tenente colonnello Lucas; Commissario del Governo, comandante Carrère.

Il giorno 7 agosto del 1899 ebbe luogo la prima seduta del Consiglio, che incominciò di buon'ora, alle sei del mattino. Quando l'imputato entrò nella sala avanzandosi in attitudine fiera, a testa alta, ma senza ostentazione, migliaia di commenti si fecero.

Alla sentenza ed all'atto di accusa del 1894, letti prima dell'arrivo di Dreyfus al Consiglio, seguì, presente l'imputato, l'appello dei testimoni, dei quali pochi mancavano. Tra i nomi degli assenti quelli che produssero maggiore impressione furono Du Paty de Clam, Estérhazy e la sua amante Margherita Pays. Il presidente riassume i capi dell'imputazione contro Dreyfus, il quale perde la serenità, e, piangendo, proclama la propria innocenza. Un lungo fremito percorre la sala. L'emozione è intensa, parecchie persone si sforzano per trattenere le lagrime, altre danno ad esse libero sfogo.

Dopo l'interrogatorio formale e quello sui capi d'accusa, si passò alla decisione circa il *dossier* segreto.

A domanda del relatore il Consiglio – con cinque voti contro due – emise l'ordinanza di tenere udienze a porte chiuse per quattro giorni allo scopo di esaminare il *dossier* segreto; ordinanza che il pubblico accolse con un furore di commenti. E così fu chiusa la prima seduta.

S'immagini con quant'ansia fu attesa l'apertura dell'aula giudiziaria, e a quali liberi sfoghi si diedero le fantasie dei giornalisti in quei quattro giorni di vacanze.

Si riaprirono le udienze con le deposizioni sensazionalissime dell'ex-presidente Casimir Perier, le quali furono favorevoli all'accusato.

Il Generale Mercier, vistosi perduto, si precipitò alla sbarra per contraddire, ma fu battuto.

Sin dal principio del processo tutti pensarono che il Mercier fosse più abile organizzatore di falsi



che di piani guerreschi, ma, dopo lo smacco ottenuto dalle sue vuote deposizioni, che, secondo aveva egli strombazzato, dovevano essere decisive per la condanna, e che invece non ebbero, se non un'accoglienza di fischi, l'opinione si mutò, ed a lui non rimase neppure l'onore della celebrità come imbrogliatore. Nel suo cervello la mediocrità era molto più generale dei suoi galloni!

Il giorno dopo doveva aver luogo un confronto esauriente per la giustizia tra Casimir Perier e Mercier. L'avvocato Labori aveva preparato un questionario dal quale il Mercier sarebbe stato incenerito; e di buon'ora uscì di casa molto allegro, in compagnia del Picquart e del signor Gast, incamminandosi per la riva del Vilaine al palazzo del Liceo, sede del Consiglio di guerra. Giunto all'angolo del *Quai Chateaubriand*, un individuo lacero e sporco, che stava appiattato dietro un muro, estratta una rivoltella, esplose contro l'illustre avvocato due colpi, ferendolo gravemente alla schiena, e si diede a precipitosa fuga.

Labori vacillò e cadde. Il sangue sgorgava abbondantissimo dalla ferita. I suoi amici si slanciarono ad inseguire l'assassino.

La moglie della vittima ricevuta la notizia precipitossi sul luogo dove si era svolto l'infame dramma, e visto il grave stato del marito corse alla volta del Liceo in cerca di un medico.

Non facciamo commenti sull'ignobile attentato; il certo è che nel primo processo Dreyfus, togliendo al Demange più volte la parola, si tentò di sopprimere la difesa; in questo secondo processo si è tentato qualche cosa di molto più audace: sopprimere il difensore.

Cionondimeno il famoso confronto tra Casimir Perier e Mercier avvenne quel giorno stesso, e quantunque mancasse il Labori che doveva stringere nel cerchio delle sue domande il Mercier, pure la verità trionfò, e quest'ultimo rimase sconfitto.

Nelle udienze successive impressionarono molto le deposizioni del teste Bertulus, giudice istruttore di prima classe a Parigi: quello stesso che istruì il processo contro Esterhazy; il quale dopo aver detto tutto quanto sapeva sull'affare Dreyfus, concluse: «Oggi più che mai, più che sempre, sono convintissimo che gli unici colpevoli sono Henry, che già espìò il suo reato, ed Estèrhazy.»

Emozionantissima fu pure la deposizione del Picquart, il quale parlò chiaro, preciso, rifacendo la storia del processo, da capo a fondo, esaminando punto per punto il *bordereau*, che discusse lungamente, dimostrando che esso non poteva essere attribuito al Dreyfus. Le leali affermazioni del Picquart fecero accorrere parecchie volte i signori generali alla sbarra per contraddirlo, ma ad essi toccò sempre la sorte dei pifferi di montagna. Questi voluti difensori dell'esercito possono paragonarsi nè più nè meno a tanti bei palloni troppo gonfiati, che, appena si elevano un po' dal suolo, al primo colpo di vento, cadono bruciati dalla loro stessa fiamma.

Il ritorno di Labori in udienza, dopo pochi giorni ristabilito, precipitò la situazione. Egli distrusse tutto il piano infame della banda. Le parti furono mutate, i generali invece di accusare si videro costretti a difendersi.

La situazione divenne chiara, l'innocenza meglio non poteva essere lumeggiata, le dichiarazioni di Freystatter che fu giudice all'epoca del primo processo Dreyfus, dimostranti con quali arti addirittura indecenti fu loro strappata la sentenza di condanna, e l'ultimo colpo di piccone dell'ex ministro guardasigilli Trarieux, che levandosi contro tutti i falsari sul suo onore di patriota, scoprì le turpi manovre che si erano fatte per perdere il Dreyfus.

L'accusa schiacciata, annientata, non si voleva dare per vinta, e fece comparire un nuovo testimone, un certo Czermushy o Tzernushy, un giovanotto appena ventenne, che nessuno conosceva, nè si sapeva donde venisse. Costui spacciandosi discendente della stirpe reale serba, affermò con un mondo di paroloni che aveva prove decisive sulla colpevolezza del Dreyfus.

Disse che egli, durante il suo servizio in Austria, come luogotenente di cavalleria, conobbe un

ufficiale di stato maggiore; e che nell'ultima quindicina di settembre o i primi giorni di ottobre lo rivide a Parigi, dove andando a visitarlo, questi gli mostrò alcuni documenti confidenziali sulla milizia francese di grande importanza, e che in linea amichevole l'informò pure che simili documenti gli venivano forniti da un comandante di stato Maggiore francese per nome Dreyfus.

Ma il malcapitato testimone s'impappinò talmente alle domande del Labori, che non vide l'ora di poter scappare dalla sala del Consiglio per non rimettervi più piede. Intanto quest'ultimo tiro fe' montare in rabbia la difesa, che fece appello ai due sovrani d'Italia e di Germania perchè autorizzassero i loro addetti militari Schwarzkoppen e Panizzardi a deporre o nell'aula del Consiglio di Guerra o per rogatoria, sull'affare Dreyfus. L'imperatore Guglielmo e Re Umberto risposero al telegramma di Labori, consentendo a che i loro ex-addetti militari a Parigi, Schwarzkoppen e Panizzardi facessero la loro deposizione per rogatoria.

Il processo prese così una piega abbastanza seria, ed il Governo francese si diede da fare.

Il giorno dopo all'apertura dell'udienza, quando tutti si aspettavano che l'esame dei testimoni sarebbe durato un'altra settimana, il Presidente del Consiglio dichiarò chiusa l'udienza per essi e non accettò di far venire a deporre gli addetti militari, nè di leggerne la rogatoria, e, affrettando la soluzione, diede la parola al commissario del Governo.

Quest'inaspettata decisione produsse in tutti strana impressione!

Come tutte le accuse, così anche la requisitoria del Carrière fu una vuota accozzaglia di parole; fatti niente, nè prove di fatti reali i nemici di Dreyfus presentarono mai. Dopo una arringa di circa quattro ore, nella quale il Carrière non potendo dimostrare altro, dimostrò... di essere o un grande imbecille o un gran farabutto, e quindi annesso e connesso a ciò egli chiese per l'accusato l'applicazione della pena di morte.

L'*Eclair* della requisitoria dice che Carrière voleva insistere sulle confessioni, ma ebbe ordine preciso di restare nei limiti imposti dalla Cassazione.

Nell'*Aurore* Clemenceau scrive della requisitoria Carrière: «Conserviamo questo documento d'infamia: ricordiamoci che il 7 settembre cade il 29.º anniversario della Repubblica, nel cui nome il popolo francese insorse a difesa della giustizia e della legge».

Nella seduta che seguì, immediatamente si alzò a parlare l'avvocato Demange, che fu meraviglioso. Egli con un mirabile lavoro di semplificazione e di coordinazione, a base di un'insuperabile dialettica analitica, finì col convincere i più accaniti antidreyfusisti, tanto che l'assoluzione dell'imputato si riteneva per certa, e questo convincimento mise maggiormente radice, quando si seppe che l'avvocato Labori rinunciava alla parola, ed il Commissario del Governo alla supposta replica.

In quel momento Alfredo Dreyfus, alzandosi, come un allucinato, che esca da un sogno, gridò:

– *Non, non! Je ne suis pas coupable!*

Jean Jaurès, Bernard Lazare e Viviani gli gridano forte, con voce commossa:

– *Courage!*

L'eccitazione è enorme. Il solenne momento s'approssima.

La folla si riversa nelle prossimità del Liceo, aspettando, fremente.

I balconi sono guarniti di signore. Lo spettacolo è indescrivibile.

L'apparato di forza sgomenta.

Infine i membri del Consiglio di Guerra si ritirano per deliberare.

**Alfredo Dreyfus fu condannato, con cinque voti contro due, a dieci anni di detenzione.**

Eccovi il dispositivo della sentenza di Dreyfus.

«In nome del popolo francese, oggi, nove del mese di settembre, dell'anno 1899;

«Il Consiglio di Guerra del decimo corpo di armata, deliberando a porte chiuse;

«Il presidente pose la domanda seguente:

«Dreyfus Alfredo, capitano brevettato del 14.º reggimento artiglieria, stazionario presso lo stato maggiore dell'esercito, è egli colpevole di avere, nel 1894, praticato macchinazioni, o mantenuto intelligenze con una potenza estera o con uno dei suoi agenti, per indurlo a commettere ostilità, o ad intraprendere una guerra contro la Francia; ovverosia.

«A procurargliene i mezzi, con la consegna delle note o dei documenti menzionati nel documento, detto *bordereau*?

«Dopo avere raccolto, separatamente i voti dei giudici, cominciando dal grado inferiore;

«Avendo il Presidente votato per ultimo,

«Il Consiglio di Guerra dichiara l'accusato colpevole del reato indicato.

«Dietro di ciò;

«Visto le conclusioni prese dal commissario del governo nelle sue requisitorie;

«Il Presidente, letto il testo della legge, ha raccolto nuovamente i voti nella forma indicata qui sopra, per l'applicazione della pena;

«In conseguenza:

«Il Consiglio condanna: con **5** voti contro **2** il sovracitato Dreyfus alla pena di **10 ANNI compreso il sofferto**.

«Ed ingiunge al Commissario del Governo di far due letture della presente sentenza al condannato, dinanzi al picchetto di guardia in armi; ed avvertirlo che la legge gli accorda ore 24 per ricorrere in revisione.

Dreyfus, piomba, impetrato sulla sedia, urlando:

— **Dio. È troppo!**

È impossibile prevedere quello che accadrà.

Fuori del Liceo i soldati trattengono la folla.

I nazionalisti urlano di gioia.

La signora Dreyfus accoglie a braccia aperte il marito.

Demange e Labori lo confortano invano. Dreyfus sembra impazzito.

L'aula del Liceo è immediatamente fatta sgombrare.

In tutti è un'impressione di terrore.

Labori dice:

— Non è finito. Il processo è nullo. Nessuno al mondo arresterà la valanga.

«Peggio per chi volle questa rovina!

Anche il telegrafo è occupato militarmente.

L'infame sentenza è stata accolta dal mondo intero con un grido di orrore, giacchè Alfredo Dreyfus in tutta l'umana coscienza è innocente.

Solo potettero dichiararlo reo cinque vili gallonati, che per la paura di vedersi tagliata la carriera dai loro generali, hanno preferito di coprirsi di ridicolo e d'inchiudere i loro nomi sulla gogna, accanto a quelli non mai abbastanza infamati dei loro predecessori i giudici del 1894, salvo qualcuno onesto, che francamente, fece le sue dichiarazioni circa il modo addirittura piratesco col quale era stata strappata quella precedente calamità della Francia.

Non è per questo detto l'ultima parola. Alfredo Dreyfus comparirà di nuovo dinanzi alla Suprema Corte di Francia, la quale certo casserà, questa volta, è da supporre, senza rinvio l'indegna sentenza.

Auguriamoci quindi che se il secolo XIX è stato il secolo dell'infamia, il secolo XX sarà quello della rivendicazione.

Questo però sempre che in Francia nuove complicazioni interne od esterne non risolvano diversamente e l'affare Dreyfus e il resto.

## La sanatoria

L'infame sentenza di Rennes che condannava un innocente per la seconda volta, era troppo.

I giornali di tutto il mondo protestarono, e fecero comprendere che nessuna nazione civile avrebbe preso parte all'Esposizione mondiale che la Francia prepara per l'anno venturo.

La voce di Emilio Zola tuonò nuovamente dando ad intendere a quelli dei suoi compatrioti che ancora avevano la benda sugli occhi, la difficilissima posizione nella quale il loro paese versava. Lo Zola disse che la Francia non aveva più il diritto di invitare a casa sua delle persone oneste, che rappresentano il commercio, l'industria e l'intellettualità più elevata del mondo, dal momento che la sua casa era demoralizzata. Solo quando o con atto di clemenza o con un nuovo processo si sarebbe cancellata l'infame sentenza di Rennes la grande Esposizione poteva aver luogo, sicuro di veder accorrere da ogni parte gente desiderosa di salutare la novella Francia riabilitata.

Questa posizione fu compresa lucidamente perfino dai più arrabbiati nazionalisti, tanto che essi stessi si videro costretti a far pubblicare nei giornali del loro partito che avrebbero accolto con gioia la grazia di Dreyfus per ridonare alla Francia quella calma di cui aveva tanto bisogno.

Si tenne un consiglio di ministri, il quale decise in massima di accordare la grazia. E così il giorno 19 settembre del 1899 il Presidente della Repubblica Emilio Loubet firmò il decreto che graziava Alfredo Dreyfus, il quale fu immediatamente scarcerato.

I torbiti sono finiti e la Francia, rimessasi dal suo lungo delirio, avendo scontato il gravissimo torto, può riprendere quel posto rispettabile che ha sempre occupato in Europa.

Il secolo XIX non ha voluto scendere nella tomba, lasciando nella storia una nota d'infamia. Esso che era stato il secolo del delitto ha voluto anche essere quello della propria riabilitazione!

FINE

[1] L'Estèrhazy è chiamato ulano perchè appartenne al reggimento degli ulani nella legione straniera.



**[www.feedbooks.com](http://www.feedbooks.com)**

Food for the mind